

VIRONS SARKOZY!

CONSTRUISSONS LA MOBILISATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ DE GAUCHE!

(PHOTO: ÉRIQUE ROUGE/JMB)

L'entre-deux-tours des deux candidats se situe dans la continuité de leur campagne. Si le ton se durcit, le fond change peu et surtout chacun fait son numéro de drague pour récupérer le maximum d'électeurs pour le 6 mai. La palme du dégoût revenant sans hésitation à un Sarkozy assumant sans vergogne sa tentative de débauchage des électeurs du Front national. Une raison de plus de le mettre à la porte ce dimanche.

Avec 27% des voix seulement, le président des riches a pris une première bonne claque le 22 avril. Mais il ne baisse pas les bras et semble prêt à tout pour conserver le pouvoir. Rattrapé par les affaires, Sarkozy aux abois se tourne sans vergogne vers l'extrême droite.

LE PRÉSIDENT DE LA DROITE EXTRÊME DOIT ÊTRE GICLÉ!

Celui qui dit comprendre le message des électeurs de Le Pen «*tire la même leçon qu'eux*». Le grand retour de l'identité nationale, les frontières qui protègent, la défense des «*sans-grade*» (les mêmes mots que ceux utilisés par Le Pen dans l'entre-deux-tours

de 2002...), rien ne manque de la panoplie réactionnaire dans le discours de Sarkozy et de ses lieutenants depuis quelques jours. Jusqu'à la stigmatisation des privés d'emploi en s'autoproclamant pourfendeur de l'assistanat et porte-parole de ces «*travailleurs qui ne veulent pas que ceux qui ne travaillent pas gagnent plus qu'eux*». Jusqu'à l'appel à un contre-rassemblement le 1^{er} Mai,

SUITE PAGE 2

M 04249 - 147 - F: 1,20 €



REGARDS
Entretien avec Salah Hamouri.
Page 2



ACTU
Notre 1er Mai, la journée internationale des travailleurs. Page 4



ACTU
26 ans après, le Tchernobyl Day.
Page 9

Agenda

7 mai, anticolonialisme, débat, Bagnolet. La Fondation Frantz Fanon et le Front uni des immigrations et des quartiers populaires organisent une rencontre-débat avec Nkosinathi Biko (fils de Steve Biko), Mireille Fanon Mendes France (fille de Frantz Fanon), Malaak Shabazz (fille de Malcom X). RV à 19 heures au Cin'Hoche à Bagnolet.

8 mai, antiracisme, marche, Paris. Un collectif d'associations et d'organisations (dont le NPA) appelle à une manifestation sur le thème : «Premier tour, deuxième tour, le 8 mai c'est notre tour!» RV à 14 heures à Barbès.

11 mai, soirée de soutien aux prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël, Paris. À l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDP). Avec la participation du comité national de soutien à Salah Hamouri, en présence de Salah Hamouri, Janan Abdou Makhoul, l'épouse du prisonnier palestinien d'Israël Ameer Makhoul (militant des droits humains et responsable de Ittijah, coordination des ONG palestiniennes d'Israël, condamné à neuf ans de prison sans autre preuve que des aveux extorqués sous la torture), Fares Qadourra, directeur de «Nadi Al Assir» (club des prisonniers). RV de 19 à 22 heures à la Bourse du travail de Paris, salle Eugène-Henaff, 29 boulevard du Temple Paris 3^e (M^o Filles-du-Calvaire). (lire ci-contre.)

9 mai, gauche radicale, réunion publique, Saint-Denis. Une réunion publique est organisée à l'appel des signataires de l'appel «Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre!» RV à 19 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis (M^o Saint-Denis Porte-de-Paris). (lire aussi page 10.)

14 mai, dette Amérique latine, conférence, Paris. L'association France Amérique latine organise une conférence-débat sur le thème : «La gestion de la crise et de la dette, quelles réponses en Europe et en Amérique latine?». Avec Pierre Khalifa (Attac), Alain Krivine (NPA), Willy Meyer (PCE-Izquierda Unida), Roberto Romero (PS - sous réserve). RV à 18 h 30, Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain (Paris 7^e).

18-19 mai, austérité, Francfort. Action européenne contre les politiques d'austérité de la Troïka, avec une manifestation européenne à Francfort le samedi 19 mai. Des actions de blocage de la banque centrale européenne (BCE) et de la ville de Francfort auront lieu le vendredi 18 où un temps sera aussi consacré à des débats (conférences et ateliers). Les départs collectifs en bus pour la manifestation le samedi 19 mai sont organisés, de Paris le vendredi soir, retour le dimanche matin, au prix de 40 euros (pour le NPA, infos à venir). Attac propose de coordonner les inscriptions des départs en bus pour les comités d'audit citoyens et des personnes non organisées. Inscriptions à francfort@attac.org, permanence téléphonique au 01 56 06 43 62, de 17 à 19 heures tous les jours en semaine.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

VIrons Sarkozy...

SUITE DE LA PAGE 1

jour de mobilisation internationale du monde du travail. Il ne lui reste plus qu'à aller célébrer ce jour-là la figure de la «France éternelle», Jeanne d'Arc, et le président sera mûr pour prendre sa carte au Front national.

Cette fuite en avant ne s'explique pas seulement par l'habituelle chasse aux voix politicienne, mais montre aussi de façon de plus en plus claire la porosité des frontières entre les idées de la droite et de l'extrême droite, les unes nourrissant les autres. Aussi, dimanche, sans hésitation, il faudra dégager Sarkozy dont le programme reste plus que jamais une menace.

S'OPPOSER À LA GAUCHE DES INSTITUTIONS

On ne peut pas dire que Hollande ait montré dans sa campagne une volonté de se situer sur le terrain de la gauche. Même avec une pression sondagière importante de Mélenchon, il ne s'est autorisé qu'une maigre sortie sur l'imposition des plus riches, s'en excusant presque. Et depuis quelques jours, rien de neuf sous le soleil. S'il s'oppose par le ton à une droite de plus en plus outrancière,

son regard reste surtout tourné vers Bayrou, à qui il s'est empressé de répondre pour montrer les convergences existantes avec le programme du Modem. Équilibre budgétaire, «effort maîtrisé», importance du Made in France... Autant de gages donnés à un candidat de droite bien étranger au monde du travail et aux milieux populaires.

Et comme si cela ne suffisait pas, Hollande reçoit maintenant le soutien indirect de Mario Draghi himself, président de la toute puissante Banque centrale européenne. Celui-ci propose un «pacte de croissance» pour compléter le «pacte de discipline budgétaire» signé il y a quelques mois. Une façon de mieux faire passer la pilule de l'austérité européenne à laquelle Hollande fait mine de s'opposer. Nous ne devons donc faire aucune confiance au candidat de rechange pour améliorer le sort des opprimés.

RIPOSTE UNITAIRE, RASSEMBLEMENT DES ANTICAPITALISTES

Comme nous l'avons fait ces dernières semaines, le NPA lance un appel. Nous nous adressons à celles et ceux qui se sont reconnus dans notre

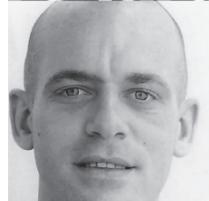
campagne, aux organisations et à celles et ceux qui se sont retrouvés dans les campagnes du Front de Gauche ou de Lutte ouvrière, aux militants syndicalistes et du mouvement social. Dans le sillage du 1^{er} Mai, préparons dès à présent la riposte dont nous avons besoin pour défendre nos intérêts. C'est aussi cela qu'attendent les millions de personnes qui ont porté leurs suffrages sur les candidatures à la gauche du PS, et nous savons bien que pour cela le NPA seul n'y suffira pas. Dans cette opposition aux politiques d'austérité de droite aujourd'hui et peut-être de gauche demain, il faut aussi trouver les voies pour avancer dans le regroupement des anticapitalistes, aujourd'hui éparpillés dans différentes forces politiques et dans le mouvement social. Le NPA reste un outil irremplaçable pour agir en ce sens.

Ensemble, ces prochaines semaines, faisons vivre une force anticapitaliste indépendante!

Philippe Poutou

regards

Propos recueillis par Roger Devaneuse, le 26 avril



Salah Hamouri (DR)

Salah Hamouri est en France

Salah Hamouri est palestinien comme son père, résident de Jérusalem Est occupée. Salah est français comme sa mère, originaire de Bourg-en-Bresse et professeur de français dans une école de Jérusalem.

Salah a passé près de sept ans en prison pour un dossier vide, condamné par un tribunal militaire d'occupation après trois années de détention administrative. Mais Israël ne l'a pas condamné à l'âge de 20 ans par hasard : étudiant, il était déjà convaincu de devoir se mobiliser pour défendre les droits du peuple palestinien. Sept ans plus tard, c'est un militant conscient, réfléchi et déterminé que nous avons rencontré.

Salah, tu es arrivé en France depuis trois semaines déjà, et tu as pu te rendre dans de nombreuses villes*, presque une par jour, pour rencontrer les comités qui avaient réclamé ta libération. Impressions?

C'est d'abord bien sûr une immense joie d'être avec les gens qui m'ont soutenu, qui ont réclamé ma libération (et celle de tous les prisonniers politiques) que je peux remercier pour leur combat.

Je constate que les gens nombreux qui viennent à ces rendez-vous veulent savoir; ils veulent savoir ce qu'est vraiment la vie des prisonniers palestiniens, les conditions de leur condamnation, les conditions de leur détention.

Et moi, je leur apporte une confirmation : l'importance considérable du soutien à l'extérieur pour ceux qui vivent dans ces prisons. Tout le courrier n'arrive pas. Tous les messages n'arrivent pas. Mais beaucoup passent, des lettres arrivent.

Ce sont autant de signes que nous ne sommes pas seuls. C'est déterminant pour nous. Je suis venu dire que votre défense des valeurs de l'être humain, c'est ce qui nous a permis d'effacer le mot désespoir de notre vocabulaire.

L'actualité des prisons israéliennes, c'est la grève de la faim.

C'est un mouvement extraordinaire qui est en train de se dérouler. Aujourd'hui, au 10^e jour, 2000 prisonniers sur 4600 participent à ce mouvement. Il faut que vous l'imaginiez : pour que simultanément dans les 23 lieux de détention, autant de prisonniers participent à une même date à un tel mouvement, sur les mêmes revendications, malgré l'isolement, c'est près de deux ans de travail.

Si un tel mouvement a pu être mis en place, c'est le signe de l'exaspération des prisonniers. 123 sont prisonniers depuis plus de 25 ans. On en compte 400 qui sont malades, dont 18 de cancers. Certains ont des handicaps lourds (chaises roulantes, handicapés mentaux, aveugles...). Des enfants ont été condamnés à cinq ans de prison pour des actes qui n'ont blessé personne, quand des colons prennent six mois pour avoir tué des Palestiniens ou sont acquittés pour «légitime défense».

Les revendications qui sont avancées doivent être connues et popularisées, car elles montrent ce que sont les prisons de la «seule démocratie du Moyen-Orient» :

- Fin de l'isolement, qui est reconnu par les organismes internationaux comme une forme de torture; cela concerne en ce moment 24 prisonniers.
- Fin de la détention administrative, cela concerne 300 prisonniers pour lesquels aucune procédure judiciaire n'est engagée, simplement un avis sur le fait que leur mise en liberté présenterait un risque pour la sécurité nationale (c'est une formule qui date du mandat britannique!); une décision renouvelable de six mois en six mois, et cela peut durer des années et des années, sans jugement et sans avocat!
- Droit aux études et accès aux livres, en particulier pour les enfants; il y a 90 enfants de 8 à 16 ans dans les prisons israéliennes, condamnés par des tribunaux militaires et ils sont actuellement interdits d'études et de

lecture; pas d'autorisation aux associations pour les rencontrer, pas d'autorisation aux adultes de les aider; six à sept mois parfois sans visite, et quand les parents viennent la rencontre se fait derrière une vitre et par téléphone; Israël assassine l'enfance de ces enfants.

- Droit de visite des familles pour les emprisonnés de Gaza (actuellement 400); les Gazaouis sont interdits de toute visite depuis des années.
- Amélioration des conditions de détention qui sont franchement sordides.

Quel est ton message au mouvement de solidarité en France?

Nous en sommes au 10^e jour pour les 1 600 qui ont commencé la grève le 17 avril, d'autres se sont joints depuis. Il y a urgence absolue que partout dans le monde ce mouvement soit connu et soutenu, que les gouvernements du monde entier soient obligés d'interpeller Israël et mettre cet Etat devant ses responsabilités.

Au-delà, vous avez une responsabilité pour l'élargissement du mouvement qui doit obtenir la fin de l'impunité d'Israël et son régime qui est pire que l'apartheid car il s'agit d'une volonté d'évacuer les Palestiniens.

Pendant mon incarcération, les deux événements les plus importants ont été la victoire du peuple libanais en 2006 et le printemps arabe en cours, où des dictateurs qui avaient vendu les intérêts de leurs peuples ont été chassés.

Votre première responsabilité ici, c'est d'obtenir un changement politique en France, que la France retrouve une attitude indépendante et cesse son alignement sur la politique des USA et d'Israël.

* À Paris, est organisée une soirée de soutien aux prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël, en violation flagrante du droit international (lire ci-contre dans l'agenda).



Salah Hamouri, au soir de sa libération (MAX B.)

Hollande se dit « confiant » ? Nous on n'a pas confiance !

La fin de campagne de Hollande ne surprend pas. Le candidat PS se garde bien de faire la moindre promesse pour son possible quinquennat.

Au moment où Sarkozy dérive et délire à l'extrême droite, Hollande se dit « confiant » et « cohérent ». Autrement dit, il se prépare tranquillement à gagner au centre et gouverner à droite. Encore un procès d'intention envers « le candidat de toute la gauche », comme il se présente lui-même ? Lisons plutôt ce qu'il dit dans le Parisien du samedi 29 avril. C'est à l'image de toute sa campagne.

FINANCE

Sur d'éventuelles réactions de la finance à son élection : « Il faudra simplement être clair, comme je le suis, vigilant, sérieux sur nos engagements. Pour être transparent, j'ai annoncé que je demanderai à la Cour des comptes un audit des finances publiques réelles et déterminerai si des corrections sont nécessaires. » Chirac avait fait cela en 1995 pour expliquer que la « fracture sociale » devrait attendre pour être réduite... Hollande insiste : « Je veux connaître la situation dont nous hériterons pour que les Français soient éclairés. Les derniers mois de campagne coûtent généralement cher aux comptes publics compte tenu des promesses qui aboutissent parfois à des distributions dispendieuses. » Après nous avoir promis de ne rien nous promettre, il dit maintenant qu'il effacera dès le 7 mai les promesses qu'il ne fait pas ! Sur « la règle d'or budgétaire inscrite dans la Constitution » : « Je n'y suis pas favorable. Une telle règle ne doit pas figurer dans la Constitution, mais dans une loi organique qui pourrait être votée dès juillet. »

Sur le Smic : « Un coup de pouce est nécessaire, il est attendu. » Mais : « Son ampleur doit être limitée compte tenu de la situation économique, notamment celle de beaucoup de petites entreprises. » À la question : « Pour créer 60 000 postes dans l'Éducation nationale, où baisseriez-vous les effectifs ? » Il répond : « Il y aura effectivement une stabilité globale des effectifs de la fonction publique. La règle aveugle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux sera terminée. » Et à la question : « Dans quels ministères les effectifs baisseront-ils ? » : « Nous avons trois priorités : l'éducation, la justice, la police et la gendarmerie. Les autres ne sont pas prioritaires. » Comme le disait le socialiste Hamon pendant les primaires, les créations de postes de profs et de policiers seraient bien financées par des suppressions de postes d'infirmières.

CAS PAR CAS

Que les électeurs de Bayrou se rassurent donc : Hollande n'est pas plus à gauche que le Monsieur Plus de la rigueur budgétaire ! Mais que les électeurs du FN se rassurent aussi : sur la sécurité et l'immigration, il est désormais presque plus à droite que le Béarnais ! « Aujourd'hui il existe déjà des régularisations au cas par cas : 30 000 par an. Je ne dis pas pour autant que ce sont des régularisations massives ! Prétendre que le cas par cas appliqué partout selon les mêmes critères dans toutes les préfectures serait un changement de nature, c'est faux. Ce changement apportera plus de transparence, plus de justice mais n'entraînera pas plus de



régularisations qu'aujourd'hui. Ce sera le même ordre de grandeur. Simplement les critères seront appliqués partout de la même manière. Ces critères seront : la durée de séjour qui ne sera pas abaissée, la situation de famille, le travail. » Même ordre de grandeur ? Hollande refuse ici de donner un nouveau coup de hache dans le droit d'asile ou le regroupement familial, au contraire de Sarkozy. Mais il ressert en même temps la cuvée Sarkozy... 2007 de « l'immigration choisie ». Sur RTL : « en période de crise la limitation de l'immigration économique est nécessaire ». Il propose que le Parlement fixe chaque année des quotas d'immigration de

travail, et précise qu'on devrait sans doute passer de 30 000 (aujourd'hui) à 20 000 visas de ce type.

AUSTÉRITÉ

Reconnaissons-lui une vertu : il est encore plus clair que ses prédécesseurs impétrants socialistes à la présidence. Il mènera une politique d'austérité, fera payer la crise aux classes populaires, maintiendra la chasse à l'immigré, ne fera rien contre les licenciements et les bas salaires.

Le 6 mai, chassons Sarkozy. Mais de toute façon, le 7 mai, le combat continue.

Yann Cezard



Par Sandra Demarcq

FIERS D'ÊTRE INTERNATIONALISTES !

Après la sécurité et l'immigration, Sarkozy a centré son discours sur les « frontières » lors du meeting de Toulouse, le 29 avril dernier. « En 1995, le grand sujet, ça a été la fracture sociale. En 2007, c'était le travail. En 2012, c'est la question des frontières. Mon projet, c'est de remettre les frontières au cœur de la politique », a-t-il insisté, célébrant la « fierté d'être français » et l'« esprit national », opposés au « nationalisme, au libre-échange ». Thèmes repris le lendemain à Avignon, où il s'est livré à une charge contre l'Europe, devenue pour lui « l'Europe passoire, ouverte à tous vents, où n'importe qui peut faire n'importe quoi » et prévenant que si cela continuait il rétablirait « les contrôles aux frontières de la France » et revendiquant haut et fort le fait d'être « fier d'être français ». À quelques jours du second tour, Sarkozy totalement décomplexé fait des appels de plus en plus clairs à l'électorat du Front national, en reprenant, dans ses derniers meetings des thèmes entiers défendus par Marine Le Pen comme « l'Europe des nations » et même son programme « culturel » lorsqu'il revendique le « droit de citer Charles Péguy ou Victor Hugo », la « défense du français » et de « notre patrimoine culturel ». Face à cette surenchère de thématiques frontistes, le candidat du Parti socialiste, François Hollande, semble mal à l'aise et sa seule réponse au nationalisme ou au souverainisme est un patriotisme revendiqué. Ce qui est loin d'être une réponse à la politique de boucs émissaires, raciste et de division, que prônent Sarkozy et Le Pen. Pour nous anticapitalistes, la nation et les frontières ne sont que les moyens de tromper les peuples au service des puissants et des exploités. Et trop souvent, c'est sur les champs de bataille que ceux d'en bas ont payé le prix fort de ces idéologies nationalistes. Solidarité internationale entre les travailleurs et les peuples du monde entier !

La droite entre espoir fou et malaise

Les dix jours écoulés depuis le premier tour ont confirmé l'orientation ultra-droitière, chassant ouvertement sur les terres du FN, du président sortant. Après avoir asséné que Le Pen et son parti sont « compatibles avec la République », il affirme maintenant, au matin du 1^{er} Mai, qu'il y a « trop d'immigrés en France ». Cette drague éperdue des électeurs d'extrême droite est relayée par bon nombre des responsables de l'UMP. Sarkozy avait commis un impair en plaçant son rassemblement du Trocadéro sous l'égide du « vrai travail » (en opposition à « l'assistanat », aux syndicats, etc.), singeant ainsi l'État français de Pétain. Il avait ensuite rectifié : « la vraie fête du travail ». Voulant sans doute bien faire, Copé l'enfonça, sans le savoir, en déclarant, toujours ce 1^{er} Mai, que « le travail n'est pas une aliénation, mais une émancipation ». Référence terrifiante au « Arbeit macht frei » (« Le travail rend libre ») des nazis qui figurait à l'entrée du camp d'Auschwitz. Une autre confirmation est donc la porosité, perméabilité, entre les idées portées par l'extrême droite et celles développées par la droite : dans tous les meetings UMP, ces thèmes ultra-droitières, de combat contre un mouvement ouvrier organisé et indépendant, au nom de la patrie et de la France éternelles, font un tabac. 65% des électeurs de l'UMP, nous dit un sondage, seraient favorables à un accord avec le Front national afin de parvenir à battre – contre tous les pronostics actuels – celui que le ministre de la

Défense Longuet, retrouvant des accents de 1981 complètement incongrus, présente comme le candidat des « socialo-communistes ». Mais, dans le même temps, le malaise s'installe dans une partie de la droite et de la grande bourgeoisie, pour laquelle le FN n'est aujourd'hui qu'une nuisance, une menace pour la stabilité institutionnelle garante de la bonne marche des affaires. L'ancien Premier ministre de Chirac, Raffarin (« si j'exprimais aujourd'hui des réserves, j'affaiblirais mon camp [...] Le temps de l'analyse viendra après le 6 mai »), le député proche de Fillon, Étienne Pinte (qui dénonce dans une des propositions les plus démagogiques et droitières de Sarkozy comme étant « une faute contre l'éthique républicaine et la morale chrétienne »), et beaucoup d'autres parmi lesquels les anciens ministres Villepin, Jouanno, Donnedieu de Vabres, ont pris leurs distances face à cette évolution ou l'ont ouvertement condamnée.

Le plus dur a été François Pinault, fondateur et ancien président du groupe Pinault-Printemps-Redoute, 59^e fortune mondiale et 3^e fortune française en 2012, par ailleurs ancien ami intime de Sarkozy comme de Chirac. Selon des propos rapportés par le Monde du 28 avril, il déclare que Sarkozy « perd les pédales. Les gens proches de lui pensent qu'il peut encore gagner. Il est cuit ! C'est comme dans le bunker de 1945. » On sent le choix, le pari raisonné et peut-être raisonnable de faire pour un temps confiance, comme à d'autres moments pas si éloignés, au représentant de

la « gauche » considéré mieux à même de défendre la stabilité de l'ordre capitaliste...
Jean-Philippe Divès



en bref...

Le 1^{er} Mai à Bordeaux: super accueil pour Philippe. Grosse manifestation à Bordeaux, sous un soleil bienvenu, avec plus 15 000 personnes, la plus importante manifestation du 1^{er} Mai depuis 2002. Gros cortège syndical, à forte présence CGT, marqué aussi par un cortège de Solidaires important et dynamique et par ceux du Front de Gauche, NPA, LO et... PS. Beaucoup voulaient occuper le terrain de la contestation à Sarkozy et Le Pen et à tous ceux qui veulent nous faire payer la crise. Nombre de discussions entre militantEs syndicalistes et politiques portaient sur la future austérité de gauche et les combats qu'il faudra mener ensemble... débat bien sûr avec les militantEs du Front de gauche mais aussi dans le cortège du PS. Le NPA a reçu un accueil chaleureux et tout particulièrement notre candidat Philippe, d'abord au point fixe NPA puis au sein du cortège CGT-Ford où ses camarades de lutte lui ont fait un super accueil aux cris de « on lâche rien » suivi de « c'est pas à l'Élysée, c'est pas à Matignon, c'est

pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction, il faut lutter, s'organiser... » Beaucoup de salariés, électeurs ou non, touchés par notre candidature, l'ont remercié de leur avoir donné la parole dans cette campagne et de s'être fait avec autant d'authenticité le porte-parole du monde du travail. Un travail... que Philippe a retrouvé dès le lendemain à l'usine. 150 personnes environ dans le cortège NPA, avec des fluctuations en fonction des moments, sous les banderoles « aux capitalistes de payer leur crise » et « Français, immigrés, une seule classe ouvrière » et pas mal de camarades dans les cortèges syndicaux (dont les Ford). Près de 5 000 tracts NPA diffusés. Beaucoup de jeunes aussi ont cherché Philippe dans le cortège... et jusqu'au local du NPA après la manif où nous avons partagé un apéro fraternel.

À Rouen, avec le soleil. La météo avait enfin abandonné le capital et envoyé le soleil pour la manifestation du 1^{er} Mai à Rouen ! Nous étions

près de 5 000 à défiler, à la bonne surprise de tout le monde (les organisations syndicales ont modifié le parcours vue l'affluence). Les cortèges syndicaux (CFDT, FSU, Solidaires, CGT) étaient assez peu fournis, notamment celui de la CGT par rapport à d'habitude, mais visiblement beaucoup de militantEs CGT avaient fait plutôt le choix de défiler dans le cortège du Front de Gauche, qui était le plus gros. Le PS était en fin de manif, à quelques dizaines, avec les élus du coin surtout. Il y avait surtout beaucoup de gens en « individuel », ceux qui sortent lors des 1^{er} Mai inhabituels (type 2002 ou 2003)... pas mal quand même avaient l'autocollant « Hollande, le changement c'est maintenant ». Les salariéEs des entreprises touchées par les licenciements ou menacées de fermeture ont ouvert le cortège : Petroplus, Legrand Normandie et Paris-Normandie, dont des milliers d'exemplaires ont été jetés sur le sol par les salariéEs du groupe Hersant en signe de colère. Une grande banderole de Ras-L-Front (dont la

reconstitution depuis près d'un an est le résultat du travail militant de camarades du NPA) a été déployée à différents endroits sur le parcours de la manif. Les camarades du DAL, avec les familles qui ont réquisitionné deux logements à Rouen, ont crié haut et fort : « un toit c'est un droit, application du droit de réquisition » ! Le cortège du NPA, dynamique derrière sa grande banderole « aux capitalistes de payer leurs crises » a rassemblé près de 100 personnes, la plupart de des 1 000 tracts sont partis. Les slogans anti-Sarkozy, anti-FN, contre l'austérité de droite comme de gauche, internationalistes et antiracistes ont été bien repris... On a chanté l'Internationale avec LO à la fin. Ensuite, nous nous sommes retrouvés à 80 sur une place de Rouen, en plein air mais près de notre local, pour le « barbecue du 1^{er} Mai » organisé par le NPA avec la moitié non-NPA, des gens nouveaux, des camarades du DAL et de Ras l'Front également présents.

SARKOZY - LE PEN Je t'aime, moi non plus

Cette année la nouveauté était le meeting de Sarkozy qui s'ajoutait à la manifestation du Front national.

Dans son rassemblement du Trocadéro, devant environ 40 000 personnes, bien loin des 200 000 revendiquées, Sarkozy a essayé de reprendre un peu de hauteur (« gaulliste » selon une certaine presse) tout en se recentrant sur un discours de droite traditionnelle : l'hostilité au « socialisme » (comme si cela pouvait être une menace incarnée par Hollande...) et aux syndicats décriés comme « politisés » (CGT, FSU, Solidaires) parce qu'ayant appelé à voter contre lui, ce qui est pourtant la moindre des choses. « Déposez le drapeau rouge » et choisissez de « défendre la France », leur a-t-il intimé.

Quoique plus importante numériquement, cette réunion du candidat de l'UMP n'a cependant pas éclipsé celle, pourtant fort peu nombreuse (quelque 6 000 participants?), tenue le même jour par le Front national. Marine Le Pen y a en effet repoussé toutes les avances du président sortant, en choisissant de dénoncer avant tout celui qui « défend aujourd'hui des thèses qu'il a combattues pendant cinq ans » et « tente de se travestir en candidat du peuple et en amoureux de la nation », une « escroquerie électorale ». Pour elle, l'enjeu du second tour se résume à savoir « qui de Nicolas Sarkozy ou François Hollande appliquera le mieux la politique de rigueur de la Troïka », lequel des deux « sera le meilleur employé de la Banque centrale européenne ». Le public clairsemé de la place de l'Opéra a entendu un discours combinant une démagogie sociale exacerbée (Le Pen en championne du pouvoir d'achat et de l'emploi contre les banques et les multinationales...) avec un discours d'extrême droite violent antisindical et anti-immigrés. La dénonciation conjointe du « Medef et de la CGT, de l'UMP et du PS, des communistes révolutionnaires et des grands patrons du CAC40 » apportant une touche indispensable de nostalgie fascisante...

La direction du FN, qui se pose en recours (« nous sommes le rassemblement national, le parti de la réconciliation de tous les Français »), mise ainsi de façon très claire sur une défaite de Sarkozy, laquelle, à son avis, pourrait lui permettre de jouer ensuite un rôle central dans une recomposition politique de la droite et de l'extrême droite. Une possibilité qui a en fait été préparée par la politique de Sarkozy lui-même, qui pendant cinq années a œuvré à banaliser et légitimer les thèmes de propagande du FN.

Si, comme nous l'espérons au côté de tant d'autres, Sarkozy dégage le 6 mai, ce grand bol d'air pour les salariéEs et les pauvres n'empêchera pas que l'on se trouve face à une situation compliquée et lourde de dangers. L'un d'entre eux et non le moindre sera la menace représentée par le FN, ou le regroupement politique qu'il parviendrait à former après l'explosion de l'UMP sur laquelle il mise. Il n'y a qu'une voie pour s'y opposer efficacement : construire un front unique victorieux contre toutes les politiques d'austérité y compris de gauche, et renforcer une option anticapitaliste indépendante face à toutes les orientations capitalistes et de collaboration de classes.

Jean-Philippe Divès



Notre 1^{er} Mai, la journée internationale des travailleurs

Cette édition 2012 du 1^{er} Mai a rassemblé des centaines de milliers de manifestantEs pour en faire le plus massif depuis 2002.

Face à la provocation de Sarkozy, sa nouvelle imposture qui, pour reprendre les propos de la CGT, n'avait « d'autre objectif que de diviser les salariés et de stigmatiser leurs organisations syndicales », ce 1^{er} Mai d'entre les deux tours de l'élection présidentielle revêtait une importance et une signification particulières : affirmer la volonté de virer Sarkozy et l'indépendance du monde du travail, la lutte contre l'austérité qu'elle soit de droite ou de gauche. À travers tout le pays, à l'unisson avec les manifestations, rassemblements, meetings qui, de par le monde, affirmaient la solidarité internationale des travailleurs, 289 défilés ont rassemblé des dizaines de milliers de travailleurEs, de jeunes, de toutes origines, de toutes nationalités, autant de réponses vivantes, colorées, chaleureuses, combattives aux impostures chauvines et haineuses de la droite et de l'extrême droite. À Paris, la manifestation a eu bien du mal à démarrer vu le monde alors que dans la plupart des villes, la participation était notamment plus importante que

d'habitude. Sans doute le plus gros 1^{er} Mai depuis 2002. Le monde du travail a démontré sa force bien que les directions des grandes confédérations aient été plutôt mal à l'aise devant la signification politique prise par ce 1^{er} Mai. Ladite indépendance syndicale tant vantée par la droite ne serait pourtant qu'une hypocrite neutralité bien à l'image du prétendu dialogue social. La CFDT s'inquiète « d'entendre des responsables politiques s'autodésigner uniques représentants des travailleurs en voulant détourner l'objet du 1^{er} Mai ». « Le président de la République nous a mis dans l'embarras, on est tombé dans un piège, dont on ne sait pas comment sortir. C'est bien joué politiquement, car il crée, sur la forme, une belle division syndicale à quelques jours du second tour. Mais c'est très dangereux pour l'avenir du dialogue social si jamais, car il ne faut pas l'exclure, il était réélu le 6 mai » ! Quant à Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, fustige le « marketing politique ». « On est dans la récupération politique », beau prétexte pour s'abstenir de... manifester !

ToutEs les travailleurEs ont des raisons de régler leurs comptes avec ce gouvernement ne serait-ce qu'à cause de la réforme des retraites qu'il a imposée contre la mobilisation de l'immense majorité de la classe ouvrière. Et tous ont aussi bien des raisons de dire, par avance, qu'ils refuseront toute austérité de droite comme de gauche. C'est ce que devraient dire les directions syndicales plutôt que de tourner autour du pot. Dans sa déclaration du 16 avril pour un 1^{er} Mai unitaire, l'intersyndicale CGT-CFDT-Unsa-FSU-Solidaires ferme les yeux sur la présidentielle sans pour autant tracer de perspectives de lutte et de mobilisation précises et claires. Elle formule des « priorités sociales » au nom du « progrès social » et d'une « Europe solidaire » qui restent dans le flou. Une véritable indépendance syndicale signifierait formuler clairement les exigences du monde du travail, liquider un gouvernement antiouvrier, refuser l'austérité quel que soit le gouvernement en place demain, y compris développer un plan pour sortir de la crise. L'indépendance syndicale, c'est

l'indépendance vis-à-vis de l'État et des classes dominantes, pas vis-à-vis de la politique. « La tentation de dire le 1^{er} Mai, à travers les défilés, qu'il faut battre Sarkozy sera très forte, y compris dans nos rangs », déclarait un dirigeant de la CFDT. Comment s'en étonner ? Et surtout comment le craindre ? La vraie question est celle des perspectives. Malgré ces tergiversations, les travailleurEs, les jeunes ont fait de ce 1^{er} Mai une étape politique. Il indique la route face aux combats annoncés par l'agressivité de Sarkozy et la perfide démagogie de Le Pen. La route, c'est la lutte sociale et politique en toute indépendance du futur gouvernement pour défendre les droits des travailleurEs, tous ensemble, sans barrière d'origine ou de croyances, ici comme à travers le monde. Contre les pétainistes de tout poil qui rêvent d'union nationale, de « Fête du travail et de la Concorde sociale », la lutte internationale des travailleurs. Nous n'abandonnons pas le drapeau rouge, « il flotte et fièrement il bouge »...
Yvan Lemaitre

BARHEÏN La solidarité est nécessaire



26 avril, dans la banlieue de Manama, une militante tague des slogans antigouvernement. (REUTERS / IMAGES)

La tenue du Grand Prix de F1 a permis que les regards se tournent vers la situation au Barheïn, mais la course passée, la répression continue.

L'élite et une partie du public occidental se sont bien amusés – maintenant, on repasse à l'ordre du jour. Un ordre du jour qui comporte : répression, mauvais traitements d'opposants et procès iniques. Ainsi pourrait-on caractériser, en quelques mois, la situation du royaume de Bahreïn après le Grand prix de Formule 1. La course de voitures à participation internationale (remportée d'ailleurs par un Allemand, Sebastian Vettel), dont la tenue au Bahreïn résulte d'un hobby cultivé par des membres de la famille royale, a eu lieu le dimanche 22 avril dans ce pays du Golfe. Malgré les appels au boycott, malgré les vives protestations d'une opposition qui s'insurgeait contre le fait que la monarchie jouait à la « normalisation » vis-à-vis des opinions publiques occidentales... alors que la répression politique continue de frapper durement.

REPRESSION

Celle-ci n'a jamais faibli depuis l'écrasement violent de la révolte de masse, qui avait commencé le 14 février 2011, en plein milieu du Printemps arabe. Un mois plus tard, dans les jours qui suivaient l'entrée de troupes du puissant voisin – l'Arabie saoudite – pour épauler les forces de répression du régime monarchique, le mouvement de masse a été réprimé dans le sang. La désormais célèbre place de la Perle de la capitale Manama a été évacuée. Depuis, les affrontements avec la police – parfois quotidiens, comment pendant les

premiers mois de cette année 2012, dans les banlieues de Manama et les villages alentour habités par cette majorité chiite discriminée par la monarchie et l'élite sunnites – n'ont jamais cessé. Tout comme les procès et les protestations contre une justice « expéditive ». Le représentant emblématique de cette lutte pour la défense de la dignité et contre le non-respect des droits les plus élémentaires des opposants est devenu Abdelhadi Al-Khawaja. Ce prisonnier politique, condamné à perpétuité à la suite des manifestations de 2011, a entamé le 8 février dernier une grève de la faim qu'il poursuit depuis plus de deux mois. À la mi-avril 2012, le gouvernement du Danemark s'est d'ailleurs publiquement inquiété auprès des autorités bahreïniennes, sur le risque de voir ce gréviste de la faim mourir. Jusqu'ici, les autorités françaises ne lui ont pas emboîté le pas.

NOUVEAU PROCÈS

Lundi 30 avril, la Cour de cassation a ordonné l'ouverture d'un nouveau procès dans l'affaire de plusieurs opposants politiques, dont Abdelhadi al-Khawaja lui-même. Ces opposants font partie d'un groupe de 21 personnes, dont sept avaient été jugées par contumace. Sept ont été condamnées à la perpétuité et les autres à des peines allant de deux à quinze ans de prison, pour avoir « formé un groupe terroriste visant à changer la Constitution et le régime monarchique ». Les avocats de la défense de ces opposants politiques se sont montrés sceptiques quant aux chances de

voir les condamnations levées ou substantiellement allégées, en appel.

En ce début de semaine, les autorités de ce pays du Golfe ont semblé ressentir le besoin de lâcher un peu de lest, après le bruit médiatique qu'avaient causé – jusque dans les métropoles occidentales – les protestations à l'occasion de la course. Les protestations avaient commencé plusieurs semaines auparavant, des milliers de personnes ayant déjà manifesté le 23 mars. Dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 avril, lors de manifestations contre l'ouverture de la course de Formule 1, un manifestant âgé de 36 ans a été tué. S'en-suivaient des affrontements nocturnes entre habitants des villages à majorité chiite autour de Manama et les forces de l'ordre. Alors que le regard des Occidentaux avait commencé à se tourner vers le Bahreïn en raison de la course, le roi Hamad bin Issa al-Khalifa – qui allait personnellement assister à l'événement – a déclaré « son engagement de conduire personnellement les réformes et la réconciliation dans [son] pays ». Auparavant, des médias étrangers présents au Bahreïn ont été empêchés de couvrir les manifestations, un reporter britannique de la télévision Channel 4 étant même détenu pendant plus de six heures pour avoir tenté de les suivre.

Rien n'est réglé au Bahreïn. La solidarité est plus que jamais nécessaire, même en l'absence d'un événement permettant de tourner les regards du monde vers ce pays.

Bertold du Ryon

ARGENTINE L'expropriation de Repsol/YPF

Le gouvernement Kirchner a été obligé de renationaliser partiellement la multinationale pétrolière.

C'est le 3 mai que le projet d'expropriation de 51% des actions d'Yacimientos Petroliferos Fiscales (Gisements pétroliers d'État, YPF) doit être inscrit dans une loi. YPF, l'ancienne société d'État pétrolière et gazière, avait été vendue dans les années 1990 à la multinationale espagnole Repsol. Le projet de loi a d'ores et déjà été adopté par une très large majorité des sénateurs argentins. À la Chambre des députés comme au Sénat, seule une petite minorité de néolibéraux, membres de l'opposition de droite ou du secteur péroniste lié à l'ancien président qui a beaucoup privatisé, Menem, devrait s'y opposer.

Le gouvernement argentin en est venu à prendre une telle mesure, dénoncée comme « extrémiste » par toute la presse néolibérale internationale, après que pendant plus de dix ans Repsol a exploité les puits et vidé les réserves du pays sans aucun nouvel investissement, se contentant de rapatrier d'énormes bénéfices qui étaient ensuite réinvestis aux États-Unis, au Brésil, au Mexique, dans la Caraïbe ou en Afrique. Selon la multinationale, un tel choix lui était imposé par la politique d'encadrement des prix de distribution imposé par les gouvernements Kirchner.

Avant la privatisation d'YPF, l'Argentine était devenue autosuffisante au plan pétrolier et disposait de réserves pour vingt années. Repsol prétendait avoir transformé l'Argentine en un pays exportateur de pétrole, mais la réalité est qu'elle n'exportait que ses réserves. Repsol préférerait vider les puits existants plutôt que de consentir à investir dans l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements. Dans les années 1980, il y avait dans tout le pays 1 026 puits en exploitation ; entre 1990 et 2000, 989 puits ; et de 2000 à 2010, une fois YPF privatisée, seulement 484. Depuis 2009, l'Argentine ne dispose plus de réserves d'hydrocarbures que pour sept ans et huit mois, et elle est redevenue importatrice de pétrole et de gaz.

Mais si cette mesure est progressiste et nécessaire, elle n'en reste pas moins insuffisante. Outre que l'expropriation n'est que partielle, et devrait donner lieu à une indemnisation (dont on ne connaît pas, pour l'instant, le montant), Repsol/YPF n'assure qu'un tiers de la production nationale d'hydrocarbures : 33% de l'extraction de pétrole, 25% de celle de gaz et 50% des activités de raffinage. Le reste est entre les mains de Total (France), Petrobras (Brésil), Esso/Exxon Mobil (États-Unis), Shell (Pays-Bas/Royaume-Uni) et Repsol elle-même, qui bénéficient de différents types de concessions. De plus, ces multinationales devraient être présentes au conseil d'administration de la nouvelle société d'économie mixte YPF.

Pour les courants anticapitalistes et anti-impérialistes argentins, l'expropriation partielle de Repsol/YPF, à laquelle le gouvernement de Cristina Fernandez-Kirchner a été forcé de procéder, doit servir de tremplin à une bataille globale pour la récupération des hydrocarbures et plus généralement des ressources naturelles du pays, afin de les soustraire à l'avidité des multinationales et de les placer au service des intérêts sociaux et écologiques de la population.

Virginia de la Siega

Damas pris entre le front intérieur et le front extérieur

Notre camarade Salameh Kaileh, qui a déjà été détenu pendant plus de huit ans dans les geôles du régime, a été arrêté par les forces de sécurité syriennes, le 24 avril. Nous publions ci-dessous des extraits d'un article qu'il a écrit et transmis à Al Akhbar la veille de son arrestation.

Il est maintenant clair que la question posée est davantage celle du sort de ce régime que celle de l'état de la révolution...

À l'intérieur, la guerre ne vaincra pas la révolution. Elle risque d'affaiblir son bras armé en raison de la puissance disproportionnée de l'État, mais il ne peut pas arrêter le mouvement populaire qui ne montre aucun signe d'affaiblissement... Cette situation pourrait conduire à l'un des deux scénarios. Tout d'abord, cela pourrait entraîner une baisse des moyens de l'État et un affaiblissement des institutions répressives, conduisant à l'escalade de la révolte et à « l'occupation des places », conformément au rêve des rebelles, et donc ensuite à la chute du régime. L'autre option implique une désintégration interne majeure faisant en quelque sorte tomber le régime

et imposant une solution qui mettrait fin aux assassinats et qui réaliserait certaines des exigences de l'insurrection.

À l'extérieur, les Russes ne peuvent pas protéger le régime indéfiniment, surtout en raison de son impuissance à mettre fin au soulèvement et à sa faiblesse interne globale...

Les États-Unis, qui ne veulent pas renverser le régime (au moins pour l'instant), poussent habilement les Russes vers le borbier syrien...

Par conséquent, les États-Unis (de même que l'État sioniste) ne veulent pas d'une fin rapide du conflit en Syrie. Ils ne sont pas concernés par la victoire de la révolution...

Même si les Russes reculent sur l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité, il n'y a pas de signe d'une intervention militaire en Syrie.

Au contraire, les pays impérialistes penchent en faveur d'une aggravation de la situation... Ainsi, les Russes apparaissent être ceux qui exercent une pression sur le régime plus qu'autre chose, ce qui prolonge le conflit sans mener à l'effondrement de l'État [...].

Une solution sans départ du régime n'est pas possible, de même que l'invention d'une « unité nationale » ne peut constituer une issue. Le conflit a dépassé toutes les solutions cosmétiques que proposaient les Russes et maintenant ils ont besoin d'une solution réelle. Ils doivent renoncer à soutenir le régime et à le protéger. C'est possible, sans crainte de l'intervention occidentale inexistante et exagérée pour justifier la violence contre le peuple syrien... Une révolution d'un an et un mois a amené le

pouvoir à l'isolement [...].

Lorsque le peuple exige le changement, rien ne peut arrêter la révolution, sauf si le changement se réalise. C'est quelque chose d'évident que nous avons appris de l'histoire et ceci se déroule aujourd'hui sous nos yeux, avec le pilonnage et les tirs de rockets (qui n'ont pas visé l'État sioniste) déclenchés contre les quartiers et les villes. 2011 n'est pas 1980. Le plan qui a marché à cette époque est aujourd'hui un échec parce que c'est le peuple qui participe à la lutte et pas seulement un petit fragment confessionnel.

Salameh Kaileh 25/04/2012

Europe : les se dégrad

Il y a à peine un mois, les dirigeants européens poussaient des ouf de soulagement après un nouveau plan de « sauvetage » de la Grèce et les 1 000 milliards d'euros de la Banque centrale distribués au système bancaire européen. Ils estimaient que le plus dur était passé, à l'image de Nicolas Sarkozy déclarant : « Je pense que nous sommes sortis de la crise financière, que la confiance revient et que nous sommes en phase de reprise économique. »

Après ce répit apparent, la réalité s'impose à nouveau. Le ralentissement économique est général et, en dehors de la France (croissance nulle), de l'Allemagne et de l'Autriche, tous les pays de la zone euro sont en récession et, s'inquiète le quotidien économique *les Échos*, « le soutien aux politiques d'austérité faiblit aussi en France, aux Pays-Bas ou ailleurs ».

Les articles de ce dossier décrivent la situation dans plusieurs pays européens. Deux cas apparaissent particulièrement significatifs de la situation présente. Tout d'abord, les Pays-Bas, dernier pays de la zone euro avec l'Allemagne et le Luxembourg à bénéficier pour sa dette de la note triple A, sont désormais menacés d'être dégradés. La coalition au pouvoir s'est divisée sur un nouveau tour de vis aux dépenses publiques : le parti de la Liberté, nationaliste, s'est opposé aux propositions du Premier ministre. L'Espagne, quant à elle, est désormais en première ligne dans les inquiétudes des financiers. Les taux exigés par les marchés pour acheter les titres de la dette espagnole grimpent à nouveau, et les banques (notamment les anciennes caisses d'épargne) sont toujours plombées par l'explosion de la bulle immobilière. Ces deux cas sont ceux de « bons élèves » des prescriptions des marchés, du FMI et de la Commission européenne, et, à ce titre, sont emblématiques de l'impasse du cours actuel de l'Union européenne.

Il est démontré une fois de plus qu'il est vain de vouloir rassurer des marchés financiers qui veulent une chose et son contraire. Les financiers veulent en effet l'austérité pour réduire les déficits et être rassurés sur la valeur des titres de la dette publique qu'ils détiennent. Ces mêmes financiers constatent que l'austérité tue la croissance et donc réduit les recettes fiscales et maintient les déficits. Leur seule logique profonde est la casse des acquis sociaux subsistant en Europe pour maintenir le taux de profit ébréché par la crise.

Comme il faut bien faire semblant de tenir compte du mécontentement des populations, les discours se multiplient sur un « pacte de croissance », complémentaire du traité européen, que Hollande s'est engagé à renégocier. Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, s'est ainsi déclaré favorable à une initiative de croissance, suscitant des réactions positives dans le camp Hollande. En fait, les prétendues mesures de croissance envisagées par Draghi sont de nouvelles dispositions de libéralisation du marché du travail et de soutien aux entreprises.

En 1997, Jospin avait aussi annoncé qu'il renégocierait le pacte de stabilité. En fait, il s'était satisfait d'un changement du titre : le document conservait pour l'essentiel le même contenu et était rebaptisé « pacte de stabilité et de croissance ». Aujourd'hui, face à la crise, à ses ravages sociaux et à l'extrême droite en embuscade, les enjeux sont encore plus élevés. On peut prévoir que Hollande, s'il est élu, va essayer de finasser et de faire passer des mesures cosmétiques pour une vraie renégociation.

Face à la crise, un gouvernement qui ne serait pas seulement de gauche en paroles agirait pour changer les règles du jeu en Europe en prenant des mesures unilatérales de contrôle de la finance et en n'hésitant pas à provoquer une crise des institutions pour mettre les autres gouvernements au pied du mur et susciter la mobilisation des peuples. Il est peu probable au vu de sa campagne que Hollande prenne ce chemin. Il va donc falloir se mobiliser de façon indépendante.

Dans l'immédiat, du 17 au 19 mai, aura lieu à Francfort un week-end d'actions pour dénoncer les politiques d'austérité en Europe. Il faut que cette initiative et celles qui suivront en France et en Europe soient les plus larges possible. La mobilisation est le seul moyen d'imposer les mesures nécessaires pour dessiner un autre horizon que celui de la crise sans fin : la socialisation des banques, la remise en cause de la dette, la mise en place de mesures de sauvegarde sociales.

Henri Wilno

Italie, transformer la colère popul

Six mois après la formation du gouvernement Monti, la popularité des professeurs-ministres, dont ils ont bénéficié grâce au discrédit qui a accompagné la fin de l'ère Berlusconi, commence à faiblir, même si à l'horizon n'apparaît aucune alternative politique crédible.

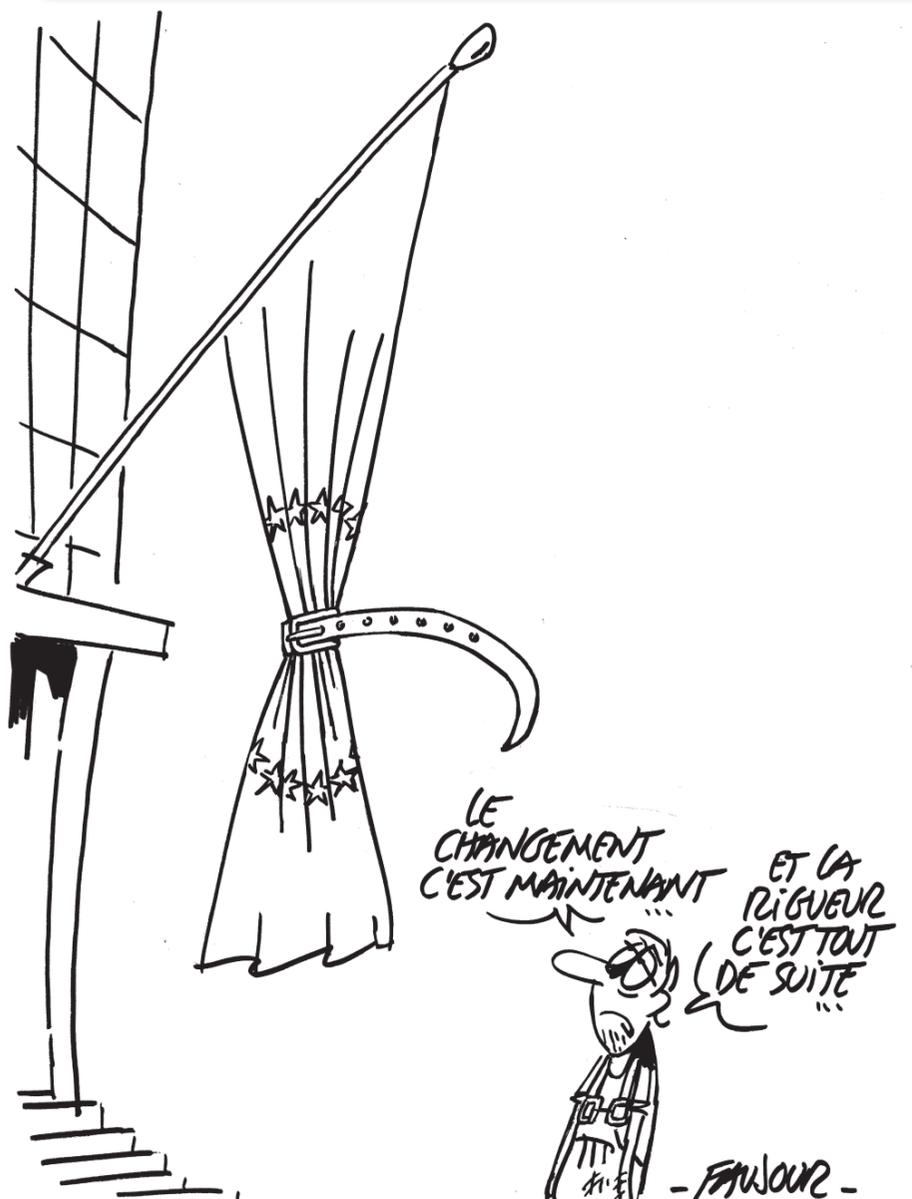
En effet le « gouvernement technique » a réussi, fort de l'appui bipartisan des deux fronts parlementaires et en l'absence d'une opposition syndicale réelle, à faire approuver toute une série de mesures économiques clairement classistes que pas même Berlusconi n'avait pu imposer si nettement.

Ainsi, en quelques mois le gouvernement a réussi à imposer ses recettes « grecques » : la réforme des retraites, qui prévoit en même temps l'augmentation de l'âge de départ à 67 ans et la baisse des pensions ; la réforme du code du travail, avec l'affaiblissement du droit à récupérer son poste si on est victime d'un licenciement injuste (prévu depuis 1969 par le statut des travailleurs) et la baisse des allocations sociales et de chômage ; les nouvelles réductions des dépenses publiques, notamment de la santé et de l'école ; l'augmentation des impôts non progressifs, comme la TVA, la taxe sur les carburants, l'électricité, l'eau et le gaz, celle sur la propriété...

Ce « miracle » a été seulement possible grâce au climat d'unité nationale construit tantôt par la droite tantôt par le Parti démocrate, et en particulier par le président de la République, qui a terrifié la

population avec le « danger » du climat a produit le soutien gouvernementale, proposée pour éviter le défaut de la Confédération générale du travail, ne trouve pas l'embrassement mortel de présenter des amendes. Néanmoins, les effets con présente, des politiques de et du discrédit énorme de scandales de corruption accusés de violation du Nord et, évidemment, le des procès) commencent gouvernement.

Cela est démontré par le pour défendre l'article 1 licenciement, par le succès toyennes», comme celles l'antipolitique et de la cr



baudruches confluent

laire en changement politique

per grec», encore bien présent d'ailleurs. Ce n de la gauche modérée à toute recette gou- à l'opinion publique comme seule solution État.

le italienne du travail (CGIL), même si elle tés à masquer les effets tragiques des po- t sur les conditions de travail et de vie des as la force ni la volonté pour se libérer de e la « responsabilité nationale », se contentant ements aux réformes proposées.

vergens de la crise économique, encore bien e sacrifices imposées par le gouvernement, u système politique submergé par une série on (au cours de quelques semaines ont été financement publiques le PD, la Ligue du parti de Berlusconi qui, lui, ne cesse d'avoir à affaiblir la confiance populaire envers le

es manifestations spontanées des ouvriers 8 du Code du travail sur les conditions de cès des élections cantonales des listes « ci- promues pas le comique Grillo, qui font de itique féroce contre le « palais » leurs points

forts. Ainsi les sondages commencent à montrer que la popularité du gouvernement est en baisse.

Cependant, tout cela se passe en l'absence dramatique d'une gauche de classe crédible, capable de répondre au mécontentement populaire et surtout de le transformer en lutte sociale, et d'accompagner et promouvoir de nouvelles formes d'auto-organisation et de participation par le bas. En effet, la crise verticale de la gauche radicale italienne ne fait que s'aggraver, toujours plus prisonnière de recettes politiciennes visant la sauvegarde de micro-appareils, sans réelle capacité d'animer une dynamique politique et sociale large, qui puisse récolter la rage sociale, en particulier de la jeunesse, en abandonnant des rituels et des pratiques politiques anciennes.

Dans cette situation si complexe, la seule chance de résistance et re-construction d'une nouvelle gauche anticapitaliste dans la prochaine période, est d'investir à fond sur l'explosion de tout le mouvement social, en aidant toute forme de radicalisation et de participation populaire, à partir des luttes existantes, et des prochaines échéances, même européennes, comme les journées de Francfort¹.

Flavie d'Angeli

1. Voir agenda page 2.

La crise dans l'État espagnol

Une crise... du modèle

Elle est particulièrement grave pour des raisons structurelles : la faiblesse de l'industrie, la nature fondamentalement parasitaire de la bourgeoisie espagnole, le poids important du secteur immobilier, du bâtiment et de la finance...

Ces déséquilibres ne sont pas tombés du ciel. Ils sont le résultat de la fuite en avant des élites depuis la crise des années 1970. L'intégration de l'Espagne dans l'Union européenne a accéléré la désindustrialisation et le développement du tourisme, ce qui explique une balance commerciale négative et un transfert permanent des valeurs vers les centres économiques européens. Pendant de nombreuses années, ces contradictions ont été compensées grâce aux fonds structurels de l'UE (qui ont stimulé des investissements pharaoniques en infrastructures) et en particulier grâce à un crédit très bon marché, qui a gonflé le secteur immobilier et généré une énorme dynamique spéculative. C'est ainsi que, à partir de la crise de 2008, s'est effondré le modèle d'accumulation de ces 20 dernières années.

Banque, dette, coupes budgétaires

La dette extérieure est, grosso modo, composée de dette privée contractée par des entreprises et des banques qui, à coup de sauvetages et de subventions, a été transformée en dette publique, constituant ainsi le prétexte pour liquider un État providence des plus faibles et incomplets d'Europe. Le nouveau gouvernement du Partido popular (PP) a entamé une guerre sociale pour imposer la régression sociale la plus dramatique depuis la guerre civile. Baisse des salaires des fonctionnaires, fermeture d'hôpitaux et de centres éducatifs, augmentation des impôts directs et indirects pour les travailleurs, privatisations, hausse des tarifs de l'électricité, des transports, médicaments... et une réforme de la législation du travail qui permet de licencier encore plus facilement et presque gratuitement. Une réforme qui permet la

destruction du système de négociation collective autour duquel s'était recomposé le mouvement ouvrier sous la dictature il y a 50 ans. Quelles conséquences ? Accélération des licenciements, généralisation de la précarité, possibilité pour les patrons de réduire les salaires de façon unilatérale dans les entreprises.

Indignation et résistance... mais sans victoire

La brutalité des attaques a poussé certaines directions syndicales démoralisées et sans volonté de lutter à lancer deux appels à la grève générale : le 29 septembre 2010 et le 29 mars dernier. La première avait été trahie par les directions de CCOO et UGT qui avaient alors signé l'allongement du départ à la retraite avec le gouvernement Zapatero. C'est ce qui avait généré la colère qui explique l'explosion du mouvement des IndignéEs : indignation contre les capitalistes, contre les deux grands partis (PP et PSOE), contre une « démocratie » vendue aux banquiers, mais aussi contre des directions syndicales qui avaient trahi les objectifs de la grève générale. Le calendrier des coupes budgétaires du gouvernement PP et sa réforme de la législation du travail ont conduit à la grève du 29 mars, la plus importante et la plus massive depuis 1994. Mais à nouveau le manque de volonté des directions syndicales de mener un combat soutenu et de longue haleine est en train de créer une nouvelle impasse. Peut-être que les dynamiques des IndignéEs prendront le relais... Ce qui ne fait aucun doute, c'est que nous avons un grand besoin de victoires pour éviter la démoralisation populaire face à la brutalité des attaques actuelles et à venir. Ce ne sont pas seulement les droits sociaux les plus élémentaires qui sont en jeu mais aussi l'avenir même de la démocratie ainsi que la survie des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.

Andreu Coll – Izquierda alternativa
Traduction : Liliane Guardiola

Grèce : élections législatives le 6 mai

Si la grève emblématique des sidérurgistes de l'usine Halivourgeia en sera bientôt à son 200^e jour, avec des luttes ici ou là, aucun appel à une mobilisation nationale ou même à une grève générale de 24 heures n'est intervenu ces derniers temps. Résultat : la campagne pour les législatives du 6 mai ne se tient pas sur fond de luttes sociales, ce qui n'est pas seulement dû à l'apathie tragique des directions syndicales, mais aussi au découragement en cette période, en grande partie causé par l'absence d'unité minimum à gauche du Pasok, qui rendrait pourtant possible la multiplication de luttes communes sur le terrain. Et cela n'en rend que plus incertains les résultats électoraux, alors que, en toute logique, la politique suivie par le gouvernement Pasok, droite et extrême droite aurait dû ouvrir une autoroute à la gauche radicale et anticapitaliste.

La misère s'étend

Un chiffre officiel : en 2011, les salaires ont baissé en moyenne de 25%, et aujourd'hui l'un des axes prioritaires est celui des privatisations, c'est-à-dire de la casse des services publics déjà très affaiblis, pour prétendument obtenir des rentrées d'argent... En fait, pour faire des cadeaux au grand patronat. Exemple : la société nationale des trains, OSE, doit être privatisée, et le grand débat est de savoir si on vend maintenant (ministre de l'Économie) ou si on modernise d'abord (ministre des Transports, transfuge récent de l'extrême droite vers la droite). Bref, tout ce qui aurait dû être fait pour un service public de qualité serait maintenant offert pour vendre aux requins (la France serait intéressée...)! Dans ce paysage de désolation, certaines régions sont encore plus atteintes : ainsi, si au niveau national, 20% de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, en Elide (région d'Olympe), 33% des habitants de tous les âges sont touchés, avec un inquiétant pourcentage chez les enfants de moins de 15 ans. Reverra-t-on bientôt les images des enfants pieds nus comme dans la Grèce d'après l'occupation nazie ?

Quelle solution politique ?

Le plus probable, c'est qu'aucun gouvernement ne sorte des urnes : la campagne des deux grands partis est aussi grotesque que sa politique est antisociale, et pendant que le Pasok se divise pour savoir s'il faut ou non demander pardon aux électeurs et électorales pour les mesures prises, le dirigeant de la droite, le nationaliste Antonis Samaras, joue une campagne à l'américaine, mais aussi à la Sarkozy, avec un discours anti-immigrés qui ici aussi, aura comme effet de renforcer l'extrême droite, en particulier le groupe néonazi Chryssi Avgi, qui multiplie les agressions. Une dizaine de groupes pourraient avoir des députés, mais même si la gauche devrait se renforcer, elle reste très divisée : la dirigeante du KKE (PC grec) Pappariga explique que si elle avait dû voter en France, elle se serait abstenue dès le premier tour, et le dirigeant de Syriza, Tsipras, a provoqué un malaise en expliquant cette semaine qu'il tenterait bien de former un gouvernement si le président le lui demandait, en acceptant pour cela les voix des députés d'un groupe de droite extrême, qui s'est prononcé contre la politique du memorandum... mais sur des positions nationalistes et anti-immigrés ! Quant à la gauche anticapitaliste Antarsya, elle mène une campagne active contre le paiement de la dette et pour la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et peut percer ici ou là. Mais le véritable enjeu dans tous les cas, surtout si aucun gouvernement ne sort de ce scrutin, est de lancer de grandes mobilisations unitaires sans attendre le nouveau scrutin : redonner confiance sur le terrain des luttes ouvrières et de la jeunesse, pour crédibiliser des solutions politiques à gauche toute !

Andreas Sartzekis,
Athènes, le 29 avril 2012



http://www.dailymotion.com/video/xqehlo_catastroika

Comment asservir la population par la finance? En pillant les caisses de l'État et en privatisant les services publics, notamment. C'est ce qu'explique le documentaire *Catastroika, privatiser pour mieux régner*, réalisé par Katerina Kitidi et Aris Chatzistefanou à qui on doit déjà *Debtocracy*, sur l'histoire de la dette grecque. Sorti le 26 avril, *Catastroika* n'est pas encore disponible en français, mais est en passe de faire partie des vidéos indispensables dans les réunions publiques et de formation militante.

L'essai

DÉVOILEMENTS

Du hijab à la burqa: les dessous d'une obsession française

Pierre Tévanian

Libertalia
150 pages
8 euros



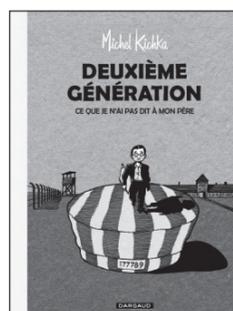
Tandis que l'islamophobie a fait le miel de la campagne présidentielle et s'accélère encore pendant l'entre-deux-tours, l'ouvrage de Pierre Tévanian, *Dévoilements* fait du bien. En effet, après avoir mis en avant ce qu'il appelle les 30 paradoxes qui ont conduit à l'élaboration de la loi du 15 mars 2004 et plus récemment sur celle interdisant le niqab, du 14 septembre 2010, il s'interroge sur ce que ces paradoxes dévoilent de la société française et qu'il appelle « racisme ». Avec ces 30 paradoxes, il démonte nombre d'arguments qui ont conduit au développement de cette machine islamophobe qui, en définitive, stigmatise d'abord les filles ou les femmes. Il aborde la question de la laïcité, les bouleversements de l'école, et en particulier les réactions dans la gauche voire l'extrême gauche qui ont considéré ces attaques comme des « écrans de fumée » destinés à détourner des questions sociales. Il montre comment il ne s'agit pas seulement de diversion, mais d'un véritable projet de société raciste. Il termine sur le quotidien des filles et des femmes qui portent le foulard, de plus en plus fait d'agressions, de commentaires, de discriminations à l'embauche etc. Et il dresse en conclusion un « bilan de la chasse » soulignant comment ces attaques recouvrent « des différends profonds qui concernent notamment l'éducation et l'interdit (dans quelle mesure et sous quelles conditions l'interdiction et la sanction peuvent-elles être pédagogiques?), l'émancipation (peut-on libérer quelqu'un contre son gré?), le rapport à l'autre et à sa liberté (jusqu'où peut-on considérer l'autre comme un être aliéné, en attente d'un tuteur bienveillant?), le rapport entre morale et politique (la fin peut-elle justifier les moyens?), la religion en général, l'islam en particulier et surtout la jeunesse issue des classes populaires et de l'immigration postcoloniale ».

Lisbeth Sal

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



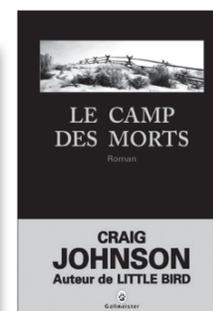
EXPOS
EUGÈNE ATGET, PARIS
Musée Carnavalet, jusqu'au 29 juillet
Si les images d'Atget (1857-1927) se vendent aujourd'hui jusqu'à 680 000 dollars en vente publique, le marin, peintre et artiste dramatique, venu à la photo à 30 ans passés, est mort dans la misère, vivant surtout de la vente de cartes postales ou d'albums cédés à des institutions comme la Bibliothèque nationale et Carnavalet. Des 9 000 tirages que conserve ce musée, il présente une sélection thématique complétée de photos d'un de ses contemporains, Pottier, et des tirages (aujourd'hui à Rochester) qu'Atget vendit à Man Ray. C'est ce dernier qui, avec Abbott, sauva ce qui restait des archives du photographe et assura sa gloire posthume, l'exposition le rappelle justement, sans rien dire des engagements socialistes d'Atget. On aura plaisir à les retrouver dans ses photographies.
Gilles Bounoure



BD
DEUXIÈME GÉNÉRATION, ce que je n'ai pas dit à mon père
Michel Kichka
Dargaud / 17,95 euros
Cette BD est le récit autobiographique des rapports de l'auteur à son père, seul rescapé de sa famille après avoir été déporté à Buchenwald en tant que juif. À travers des anecdotes quotidiennes, il démontre à quel point une tragédie comme la Shoah pèse non seulement sur les survivants mais sur toute leur famille. Le père de Michel Kichka passe du non-dit, des silences, pendant une majeure partie de sa vie, à une volonté forcée de témoigner arrivé à l'âge de la retraite. Non-dits, difficultés de transmission d'une telle mémoire sont racontés avec tendresse et humour: cette histoire façonne la trajectoire de tous les membres de la famille. Un récit qui prend des accents universels.
Sylvain Pattieu



MUSIQUE
ECCENTRIC SOUL
A red Black Green productions
Numero Group
La série *Eccentric soul* proposée par Numero Group, maison basée à Chicago et spécialisée dans les rééditions raffinées, représente une des sources les plus excitantes du moment pour tous les fans de black music. Toujours en recherche des espèces les plus rares, les fouineurs du label ont ainsi déterré depuis 2003 de véritables perles des années 1960 ou 1970, parcourant toutes les villes américaines pour ressusciter les soutiers du rythm'n'blues qui subsistaient à l'ombre de Stax et de Motown. Dans ce nouvel opus, c'est Washington qui se retrouve à l'honneur et surtout le producteur R. Jose Williams qui exerçait ses talents d'un label à l'autre. Si aucun des artistes n'est véritablement passé à la postérité, le personnage se révéla un véritable magicien derrière sa table de mixage, basculant d'une soul profonde et sensuelle à un groove aérien.
King Martov



LIVRES
LE CAMP DES MORTS
Craig Johnson
Traduction: Sophie Aslanides
Gallmeister / 10,20 euros
Dans le comté imaginaire d'Absaroka, Wyoming, on trouve un shérif, Walt Longmire, son adjointe, Vic, jeune femme au langage de charretier, Henry Standing Bear, grand copain du shérif, une réserve indienne et des Basques. Embauchés comme bergers dans cet État essentiellement agricole, ils ont apporté avec eux leur langue et leurs règles. On raconte que certains auraient même fricoté avec ETA... Vous ajoutez à cela un ancien shérif un peu soupe au lait, une idylle de jeunesse contrariée et de vastes ressources de méthane en sous-sol, et vous obtenez un récit au déroulé impeccable. On s'y glisse comme on se cale bien au chaud dans un fauteuil au coin de la cheminée, à l'abri des bourrasques de neige que Longmire doit régulièrement affronter.
Henri Clément

Lorant Deutsch: historien de garde

Il existe des auteurs qui, sous couvert de vulgariser l'histoire, la réécrivent pour la faire correspondre à une certaine idéologie. Lorant Deutsch, à travers son succès *Métronome*, en est le parfait exemple.

L'histoire n'appartient pas qu'aux seuls historiens. Fort heureusement! Mais est-ce une raison pour vendre comme telle de la vulgarisation de mauvaise qualité que certains pourraient qualifier d'imposture médiatique? Dans cette matière, il existe des auteurs partageant les mêmes caractéristiques que les éditorialistes que dénonce fort justement le livre (et le film) *Les Nouveaux chiens de garde*. Mêmes prétentions à être spécialistes de tout et donc de rien, même détestation des travaux universitaires dénoncés comme autant d'expression de la « pensée unique », même mépris pour les règles de base du métier, même absence de contradiction dans les médias. Lorant Deutsch et son *Métronome* (plus d'un million de téléspectateurs pour la version télé, 1,5 million d'exemplaires du livre vendus) reste l'exemple typique de ce phénomène. Son livre cumule les erreurs factuelles¹. Pinaillage d'historien nous dirait-on! Peut-être. Mais les erreurs et les oublis font sens lorsqu'ils se transforment en mensonges. Ainsi le *Métronome* ne montre-t-il les révolutionnaires que comme des brutes épaisses, des démolisseurs de monuments que les rois et les saints catholiques ont patiemment édifiés. Loin de proposer une histoire qui fait réfléchir, qui pousse à l'esprit critique, Lorant Deutsch nous offre un roman binaire où les dominants ont droit aux honneurs (Saint Denis a droit à huit pages; Sainte Geneviève, treize; Pépin le Bref, quinze) en imposant leur volonté à un peuple informe, jamais individualisé, toujours « violent » et « sanguinaire », et dont l'auteur ne cherche pas à expliquer les motivations. Il expédie ainsi la description de la Commune en un paragraphe. L'épisode, pourtant crucial,

n'apparaît même pas dans le documentaire². Pourquoi un tel choix? Lorant Deutsch a beau se donner des airs de petit Gavroche espigle, il est surtout le promoteur d'une histoire réactionnaire³. Royaliste et catholique convaincu, souhaitant le retour du Concordat, il plie l'histoire à ses fantasmes, allant même jusqu'à inventer des faits. Les documents d'époque et les historiens auront beau raconter l'inverse, peu lui importe. Pour lui, les professionnels « instrumentalisent » l'histoire. Mais lui-même avoue en avoir une vision « idéologique », considère que « l'idée » compte plus que les « faits »⁴. Une idée bien connue. Celle du roman national identitaire, où la France, que d'aucuns qualifieront « d'éternelle », s'incarne dans ses rois et dans la religion catholique, où l'adhésion obligatoire l'emporte sur la réflexion, à l'image de celle que proposent Alain Minc et Eric Zemmour, tous deux auteurs de livres d'histoire très controversés, mais aussi Patrick Buisson, conseiller officieux de Nicolas Sarkozy, ancien rédacteur dans le journal d'extrême droite *Minute* et directeur général de la chaîne Histoire (détenue à 100% par le groupe TF1) depuis – ce n'est pas un hasard – 2007. Bref, c'est un drôle de tempo que nous dispense ce *Métronome* là.
William Blanc



1. Voir à ce titre cet article: <http://www.goliards.fr/goliardises-2/lorant-deutsch-louvres-trop/>
2. Sur la vision de Deutsch sur les mouvements populaires, voir cet article: <http://www.goliards.fr/goliardises-2/la-revolution-version-deutsch-ou-lhistoire-yop/>
3. Voir l'interview de Lorant Deutsch au *Figaro* du 5 mars 2011.
4. Voir le passage de Lorant Deutsch à l'émission les Affranchis de France Inter, le 18 avril 2012.

PORTUGAL

25 avril 1974, la révolution des Œillets

Il y a 38 ans, la Révolution des Œillets éclatait au Portugal. Bien que la révolte populaire ait été récupérée par les partis institutionnels, elle fit des émules dans toute l'Europe.

Le début des années 1970 est une difficile période pour tous ceux qui pensaient que les crises révolutionnaires étaient à la fois prévisibles et qu'elles s'inscrivaient dans des schémas «classiques». L'écrasement du processus révolutionnaire chilien le 11 septembre n'avait pas encore eu lieu. Depuis mars 1973 et la signature des accords de Paris, les États-Unis s'étaient officiellement retirés du Vietnam, ouvrant la voie à la défaite du gouvernement sud-vietnamien et à la victoire du Nord-Vietnam. Et voilà que l'imprévu se déclare au Portugal : alors que toute l'histoire nous avait enseigné que les militaires étaient une menace pour le mouvement ouvrier, des militaires sont à l'initiative du renversement de la dictature. Le 25 avril 1974, la diffusion à la radio de *Grânola*, *Vila Morena*, chanson de Zeca Alfonso, interdite par le régime, annonce le début des opérations menées par le MFA (Mouvement des forces armées). Les troupes des «capitaines d'Avril» prennent possession des points stratégiques du pays mettant ainsi fin au régime dictatorial mis en place par Salazar depuis 1930! Malgré leurs appels réguliers incitant la population à rester chez elle, des milliers de Portugais descendent dans la rue en se mêlant aux militaires insurgés. La révolution des Œillets triomphe en quelques heures.

Cette révolution concentrait les éléments qui allaient structurer la période : crise des États coloniaux confrontés aux soulèvements des peuples et difficultés économiques ébranlant l'appareil torpéur de la classe ouvrière dans l'après-Mai 68. Le Portugal est resté dans une posture d'arrière-garde au regard du mouvement de décolonisation ouvert depuis la Seconde Guerre mondiale. Des organisations se réclamant du marxisme menaient des guérillas en Angola, au Mozambique, en Guinée et au Cap-Vert contre l'État colonisateur portugais. Ces fronts militaro-politiques avaient des effets destructeurs sur la jeunesse du pays, sur son économie avec un tiers des ressources nationales absorbées par l'effort de guerre et donc indisponibles pour une modernisation économique indispensable. Ceci conduisit une partie de la bourgeoisie à mettre en cause le régime politique en s'appuyant sur le MFA, seule force capable de mener à bien l'opération, théoriquement sans risque de perdre son contrôle social et politique. Le MFA est une entité politique atypique, hétérogène, voulant jouer un rôle bonapartiste dans le cadre de l'État bourgeois tout en étant traversé par les contradictions de classes de la société portugaise et influencé par les différents courants du mouvement ouvrier jusqu'à l'extrême gauche. Cette hétérogénéité va le mener rapidement à l'éclatement.



Une révolution populaire dangereuse pour les institutions

Élections libres, liberté de la presse, libertés syndicales, décolonisation, liquidation de la sinistre police politique, la Pide², autant de mesures révolutionnaires qui sont mises en œuvre sous la poussée des masses régulièrement à l'initiative dans la rue et dans les grèves. Mais celles-ci ne parviennent pas à construire les outils politiques propres à prendre le pouvoir. Beaucoup des grandes questions posées par les crises révolutionnaires vont être à l'ordre du jour : libertés, notamment de la presse, pour les adversaires de la révolution, démocratie et destruction de l'appareil d'État et notamment des branches policière et militaire. Une fois mises en place les réformes démocratiques, la bourgeoisie, ses partisans dans le MFA et ses partis, alliés au Parti socialiste et avec la connivence du Parti communiste, s'attèlent à faire rentrer dans son lit le fleuve révolutionnaire. En novembre 1975, Othello de Carvalho, dirigeant militaire d'extrême gauche, est démis de sa responsabilité de la région de Lisbonne. Ce limogeage sonne le début de la contre-révolution. L'année suivante, le principal quotidien, *Republica*, aux mains de ses salariés depuis le début de la révolution, est rendu à ses anciens propriétaires. Le 25 avril 1976, le Parti socialiste remporte les

élections législatives avec 107 députés et 45 pour le PCP ; le leader du PS, Mario Soares, devient chef du gouvernement. Cette révolution démocratique s'inscrit dans le vaste mouvement qui touchera l'Espagne avec la «transition démocratique» de 1975 à 1982, la Grèce, avant de gagner l'Europe de l'Est. Plongés dans l'ambiance de l'après-Mai 68, nous étions persuadés que chacune de ces transitions ouvrirait la voie à des processus révolutionnaires. En fait, l'enchaînement des crises économiques commençait déjà son œuvre de sape des mobilisations ouvrières. L'absence d'alternative révolutionnaire portée par un mouvement ouvrier encore sous influence social-démocrate et stalinienne n'a pas permis cette transgression.

Robert Pelletier

1. L'un des points centraux de rassemblement était le marché aux fleurs de Lisbonne richement fourni en œillets. Certains militaires insurgés en plaçant cette fleur dans le canon de leur fusil donnèrent ainsi un nom et un symbole à cette révolution.

2. Police internationale de défense de l'État.

en bref...

La position d'A Manca. A Manca appelle à voter François Hollande au deuxième tour. Dans un communiqué, l'organisation corse précise sa position : « Il ne s'agit en aucune façon de donner un chèque en blanc à un programme dont nous connaissons les limites, y compris sur le thème de la Corse, mais bien de faire barrage aux équipes de Nicolas Sarkozy. Ce sont les relais de Nicolas Sarkozy en Corse qui en dix années ont creusé les inégalités et créé les conditions d'un marasme économique, social et culturel sans précédent. La poursuite de cette politique au niveau de l'État français sonnerait le glas pour le peuple corse. Les conséquences de cette politique ont aussi conduit à faire de la Corse un bastion lepéniste. »

En effet, le FN a fait l'un de ses plus gros scores dans le département. Marine Le Pen est arrivée en deuxième position derrière Hollande et devant Sarkozy à Bastia et Ajaccio, dépassant les 25% dans ces deux villes. Selon A Manca, « il n'aura échappé à aucun observateur que de nombreux électeurs du mouvement national ont voté pour l'extrême droite. Nous demandons à l'ensemble des organisations patriotiques et nationalistes de se positionner sur cette crise politique grave et de préciser si elles entendent faire un travail d'explication. Ce travail de mise en œuvre pédagogique d'un « riauquistu puliticu » est nécessaire et urgent pour expliciter en quoi le vote Le Pen est absolument incompatible et opposé aux intérêts fondamentaux du peuple corse. »

Action logement. Lundi 30 avril au matin, 300 personnes sont venues avec Droit au logement faire du raffut devant les sièges de campagne de Sarkozy puis de François Hollande. Fanfare et concert de casseroles, slogans contre « les loyers chers », et « la précarité des locataires », et exigeant « l'application des lois » Dalo, de réquisition... Du bruit, il faut bien en faire : « la crise du logement n'a jamais été aussi sévère, [...] la crise s'est aggravée, les riches propriétaires sont de plus en plus riches, les locataires de plus en plus pauvres », a rappelé Jean-Baptiste Eyraud, « 2,4 millions de logements vacants, 3 millions de personnes mal logées » et pourtant le logement est loin d'avoir été un des grands thèmes de campagne. Une délégation de quatre personnes a été reçue par les état-majors dans les deux QG. Dans celui de François Hollande, « on a eu deux réponses favorables sur six, c'est-à-dire la production massive de logements sociaux et la baisse des loyers, [...] c'est mieux que zéro sur six qu'on a eu à côté ». « On attend des mesures concrètes », a-t-il ajouté, invitant les militantes à « faire barrage dimanche à Nicolas Sarkozy. »

Manifeste féministe. Les militantes féministes Elsa Dorlin et Eleni Varikas viennent de publier un manifeste à signer et à diffuser largement dans le cadre des élections. En effet, de plus en plus de féministes en ont assez que les droits des femmes servent de prétexte à la droite et à l'extrême droite pour stigmatiser toujours plus les étrangers, les musulmans, et propager une vision colonialiste du monde. « Nous représentons cette tradition féministe internationaliste et antifasciste qui s'est historiquement battue contre l'instrumentalisation colonialiste et nationaliste des droits des femmes et qui a toujours revendiqué l'égalité de toutes et tous, quels que soient nos conditions, nos papiers d'identité, nos sexualités, nos religions ». Appelant à faire barrage à Sarkozy le 6 mai, sans pour autant donner « carte blanche à M. Hollande », elles réaffirment que « désormais, quiconque tente de nous instrumentaliser en prétendant défendre le droit des femmes sous couvert de progrès, d'identité nationale ou de défense des frontières européennes, rencontrera sur son chemin une internationale féministe que nous appelons de nos vœux ».

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact :
redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Le vrai travail... V. D. (Seine-Saint-Denis) :
« Le vrai travail, c'est celui qui a construit toute sa vie sans rien demander à personne, qui s'est levé très tôt le matin et s'est couché très tard le soir, qui ne demande aucune félicitation, aucune décoration, rien. Le vrai travail, c'est celui qui se dit "oh, je n'ai pas un gros patrimoine, mais le patrimoine que j'ai, j'y tiens, il représente tant de sacrifice, tant de souffrances, j'ai trimé pour ce vrai travail [...] ce patrimoine-là, on ne me le volera pas." C'est celui qui dit "toute ma vie, j'ai travaillé, j'ai payé mes cotisations, j'ai payé mes impôts, je n'ai pas fraudé, et au moment de mourir je veux laisser tout ce que j'ai construit à mes enfants sans que l'État vienne se servir" en pensant à tous ces week-ends et vacances sacrifiés. »

Il ne demande rien, le vrai travail, et surtout pas un bon salaire. Il est sage et gentil. Il ne se syndique pas, le vrai travail. Il aurait peine à être exigeant avec son patron, qui lui, se lève tard, et se couche tôt juste après l'after de la boîte de nuit, se goinfre de retraite chapeau et de défiscalisations. Le vrai travail se dit : « oh je n'ai pas un gros patrimoine » car il est humble le vrai travail. Il courbe la tête devant le maître qui lui dit : « merci mon brave » et il pense à tous les sacrifices qu'il doit faire encore et encore pour faire bouffer ses gosses. Le vrai travail, il vit chez la comtesse de Ségur, là où les bonnes sont toujours courtoises avec leurs patronnes qui sont bonnes avec leurs bonnes et

leur donnent à Noël quelques robes défraîchies. Le vrai travail ne fraude pas, il ne planque pas ses sous en Suisse, il n'a pas de compte aux îles Caïman, et il a bien raison, car il lui manque quelques millions d'euros pour que les banquiers acceptent l'ouverture d'un compte là-bas. Le vrai travail sacrifie même ses week-end, il ne part pas à Deauville et ne loue pas de suite au Ritz, il fait des heures sup gratos pour éviter que son patron délocalise. Et il a quoi à la fin, le travailleur du vrai travail ? La honte d'avoir fermé sa gueule toute sa vie pour un salaire de merde pendant que Rolexman et son héritière richissime d'épouse se dorent le cul sur les navires de leurs amis patrons. Juste la honte...

NOTRE TROISIÈME TOUR Les élections législatives

Le deuxième tour de l'élection présidentielle n'a pas encore eu lieu que les grandes manœuvres en vue des élections législatives des 10 et 17 juin s'intensifient à droite comme à gauche. Pour les anticapitalistes, ces élections seront une nouvelle occasion de développer nos idées en cohérence avec la campagne de Philippe Poutou, l'occasion de rassembler toutes celles et ceux qui veulent construire une force qui soit une véritable opposition ouvrière et populaire à toute politique d'austérité. Ces élections seront dominées par le résultat de la présidentielle et leur principal enjeu sera de donner une majorité parlementaire au nouveau président, bien probablement François Hollande. La logique du régime présidentiel va jouer à fond en faveur du PS et de ses alliés. EÉ-LV bénéficie d'un accord avec le PS sans lien avec leur poids réel alors que les contradictions du Front de Gauche s'expriment ouvertement. Le premier tour de la présidentielle passée, le Parti communiste et Pierre Laurent sont en première ligne pour tenter de récolter les fruits de la dynamique Mélenchon. Dans l'accord national conclu entre les différents composantes du Front de Gauche, le PCF a obtenu 77% des 539 circonscriptions métropolitaines. Mélenchon pourrait être lui-même candidat. Mais avoir des députés aura un coût politique. Déjà Mélenchon soutient Hollande sans la moindre condition, demain il y aura très probablement un accord pour les législatives auquel le FdG a déjà ouvert le porte en proposant un accord partout où il y a une «risque» FN. Hollande est d'accord et Mélenchon vient de proposer au PS «de s'appliquer la proportionnelle» et de donner dans la future majorité de gauche un quart des éluEs au Front de Gauche. À suivre...

PANIQUE À DROITE

À droite, c'est la panique face à la défaite annoncée de Sarkozy et sa fuite en avant réactionnaire pour gagner les voix du FN. Cette politique ne fait que renforcer le FN qui rêve de faire imploser l'UMP. «Nicolas Sarkozy devait tuer le FN, il est dans les choux. La chef de l'opposition, c'est moi», se réjouit Marine Le Pen. «Avec une vague rose et un FN fort, on ratiboise l'UMP»...

L'échec annoncé de Sarkozy va attiser la guerre des chefs à l'UMP et donner des ailes à la Droite populaire qui rêve de jouer les traits d'union entre UMP et FN «dédiabolisé»... Le 22 avril, Marine Le Pen a dépassé 12,5% des inscrits (le seuil pour se maintenir au second tour des législatives) dans 353 circonscriptions sur 577. De quoi mettre de solides bâtons dans les roues de l'UMP et avoir un rapport de forces qui soit plus favorable au FN en vue d'une recomposition à droite pour construire un parti populiste de la droite extrême.

Les calculs de Marine Le Pen reposent sur un fait majeur : la gauche libérale et ses alliés au pouvoir inévitablement décevront, aggraveront le désarroi et l'inquiétude des classes populaires, créant un climat de démoralisation favorable à la propagation des préjugés réactionnaires.

NOTRE RÉPONSE

La réponse face à cette menace ne peut venir que d'une politique pleinement indépendante de la gauche libérale tant du gouvernement que de sa majorité parlementaire, une force pleinement liée au monde du travail, engagée dans la défense de ses intérêts, qui combatte sans compromis toute politique d'austérité d'où quelle vienne. Une force capable de développer une politique de regroupement des anticapitalistes tout en visant à l'unité la plus large contre l'austérité et ses conséquences immédiates. Une force qui lutte pour un gouvernement s'appuyant sur l'organisation et la mobilisation des travailleurs pour mettre en œuvre la seule politique susceptible d'enrayer la crise, le refus de payer la dette, la socialisation des banques pour créer un service public bancaire.

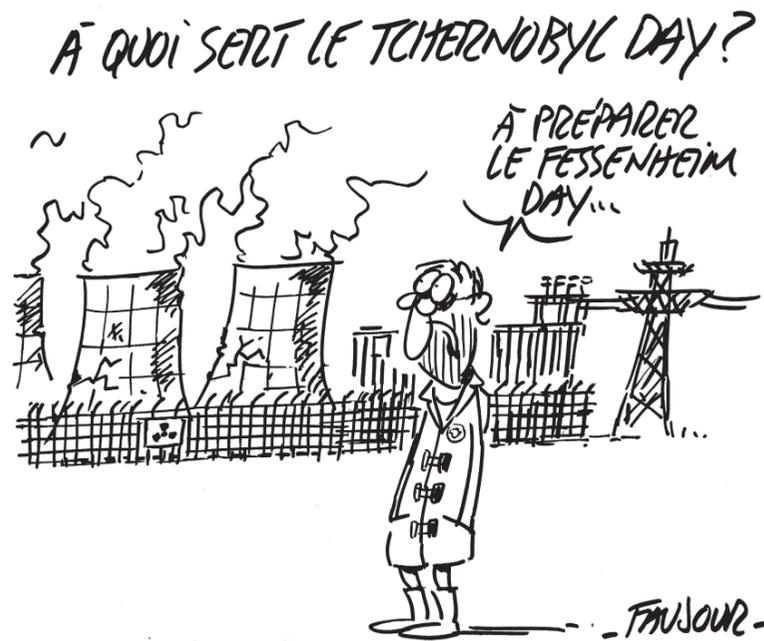
Pour défendre cette perspective, nous voulons être présents dans un maximum de circonscriptions en rassemblant le NPA dans le respect des droits de la Gauche anticapitaliste. Nous souhaitons partout où cela est possible aider au regroupement des anticapitalistes au-delà de nos rangs. En prenant appui sur les acquis de notre campagne présidentielle, les législatives seront l'occasion de les consolider.

Yvan Lemaitre

26 ans après, le Tchernobyl Day pour sortir du nucléaire

Jeudi 26 avril, date anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, des actions antinucléaires ont été menées un peu partout.

Le 26 avril 1986, le réacteur de la centrale n° 4 de Tchernobyl explose. Des quantités très importantes d'éléments radioactifs se dispersent dans l'atmosphère. Des milliers de liquidateurs sont appelés à la rescousse pour limiter les dégâts. Beaucoup d'entre eux mourront des suites de leur mission. Si la zone de sûreté est établie dans les 30 km autour de la centrale, les éléments radioactifs se déplacent dans tout le Bélarus et l'Ukraine, puis dans une majeure partie de l'Europe, jusqu'à la France, malgré les dénégations des pouvoirs alors en place. Cette année, c'est d'un anniversaire bien particulier qu'il s'agit. D'une part, parce que la catastrophe de Fukushima en 2011 a démontré que les dangers du nucléaire n'étaient pas propres à une industrie soviétique vieillissante. D'autre part, parce que commence cette année, le jour de l'anniversaire de l'explosion, la construction d'un nouveau sarcophage de béton, censé durer 100 ans, tandis que le précédent fuit de toutes parts. Avec ce nouveau sarcophage, c'est tout un discours sur la sécurité revenue qui est mis au goût du jour par les autorités ukrainiennes. Il s'agit désormais de ranger l'explosion du réacteur nucléaire au rayon des souvenirs, certes un peu encombrants, mais pouvant éventuellement servir d'attraction touristique pour personnes en recherche de sensations fortes. Car il faut désormais tourner la page et revitaliser la région en mettant fin à la zone de sécurité. C'est donc contre cette politique de l'oubli qu'il s'agit de lutter. Pas seulement par respect pour les milliers de morts et de malades, liquidateurs qui se sont consciemment sacrifiés ou habitants des zones irradiées, dont on peine encore aujourd'hui à connaître le nombre exact. Mais aussi parce que cette mémoire de la catastrophe doit d'autant plus nous inciter à lutter contre les catastrophes à venir. C'est tout le but des initiatives militantes



qui ponctuent chaque année l'anniversaire de la catastrophe. Selon le réseau Sortir du nucléaire, plus de 180 actions, dans quinze pays différents étaient prévues à la fin du mois d'avril. En France, 128 actions ont été recensées, depuis les manifestations jusqu'aux actions symboliques, déambulations, débats, films, etc. Après le succès de la chaîne humaine du 11 mars, ces actions montrent la vitalité des associations antinucléaires, vitalité cependant insuffisante pour inviter la sortie du nucléaire dans le débat présidentiel. Il est d'autant plus navrant qu'un an après l'accident de Fukushima, le débat sur les dangers du nucléaire a cessé dès lors que l'accord entre le PS et Europe Écologie a été signé. Seule la mauvaise foi de Sarkozy, qui a une nouvelle fois menti éhontément, autorisait à croire que François Hollande représente un danger pour l'industrie

nucléaire française. Pour autant, les choix cruciaux sont encore devant nous. En France, 21 réacteurs ont plus de 30 ans, et 21 autres dépasseront cette limite d'âge d'ici 2017. Notre première exigence est de voir fermer ces réacteurs atteignant 30 ans d'âge, période pour laquelle ils ont été initialement construits, de même que l'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours. La nouvelle situation politique issue des élections de 2012 n'a rien pour nous rassurer, quel que soit le vainqueur. Il faudra donc compter sur la force des mouvements antinucléaires dans leur diversité pour mener les campagnes et les luttes nécessaires, et exiger la sortie du nucléaire. Le NPA pour sa part a mis sur la table durant toute la campagne son scénario de sortie en dix ans, qui conserve aujourd'hui toute son actualité. Vincent Gay

TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

Le 6 mai, pour un référendum contre Sarkozy et Le Pen !

Il ne doit manquer aucune voix pour infliger le dimanche 6 mai la défaite la plus importante possible au «président des riches» qui relaye la politique du FN.

Il a mérité mille fois que l'on sanctionne nettement cinq ans d'une politique qui n'aura jamais été aussi raciste, productiviste et antisociale. Battre Sarkozy, c'est aussi envoyer un signal de défiance aux capitalistes et aux banquiers, c'est marquer le refus de la politique d'austérité généralisée de la troïka FMI/UE/BCE.

Battre Sarkozy, c'est préparer de meilleures conditions pour les luttes et les mobilisations des semaines, mois et années à venir. Inutile se cacher derrière son petit doigt : pour qui veut battre Sarkozy le 6 mai, il n'y a pas d'autre solution que de voter pour François Hollande. Cela ne marque nullement un soutien à la politique que le candidat socialiste défend et qui est frappée du sceau de l'austérité. Mais c'est le seul moyen concret de dégager Sarkozy.

Et après? L'exemple espagnol est là pour nous rappeler que, quel que soit le verdict des urnes, il reste des forces disponibles pour s'indigner sur les places, résister sur les lieux de travail et d'études. C'est une bonne nouvelle car la convergence des mobilisations à l'échelle européenne est

indispensable face à des politiques d'austérité qui partout s'aggravent. La force du nombre sera décisive pour parer les mauvais coups. Elle sera d'autant plus efficace du point de vue des succès engrangés, qu'elle sera articulée à une force politique qui défende de façon conséquente un programme de rupture anti-austérité.

Le maître mot de la période à venir est le rassemblement. Rassemblement de toute la gauche sociale, écologique, politique pour favoriser les luttes. Et rassemblement de toute la gauche radicale dans une force politique, un front, utile pour les luttes et solide dans les urnes. Comme en témoigne le succès électoral et militant autour de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, c'est possible et cela marche. Pour le NPA, l'heure n'est plus à cultiver la politique de la citadelle assiégée, expérimentée par l'arc majoritaire depuis un an et qui montre tous les jours sa stérilité et sa fonction marginalisatrice. On entend déjà certains dirigeants majoritaires arguer du fait que la ligne de la Gauche anticapitaliste revient à renoncer à l'indépendance et à édulcorer le combat des anticapitalistes. Mais où est-il écrit qu'en faisant front avec d'autres courants politiques l'on perde son indépendance ou l'on prenne goût à l'eau tiède?

Au contraire, il est possible de combiner unité et radicalité. Ce n'est pas en rupture avec le projet de départ et c'est bien plus efficace que la posture révolutionnariste et l'entre-soi. Small is not beautiful!

Débattons tous azimuts, ouvrons les fenêtres! Sans attendre, la gauche anticapitaliste invite tous les militantEs du NPA, ses sympathisantEs, celles et ceux qui l'ont quitté à mettre en œuvre ensemble une orientation résolument unitaire. Il faut en débattre au sein du NPA bien entendu. Mais il faut aussi confronter les points de vue avec d'autres. Ce sera par exemple le cas à la Bourse du travail de Saint-Denis (M° Saint-Denis Porte-de-Paris), le mercredi 9 mai à l'appel de responsables de mouvements de la gauche radicale!

Comme le dit l'appel à cette réunion, ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre!

1. À l'invitation de : Christophe Aguiton, militant syndical et associatif, Clémentine Autain, FASE (Fédération pour une alternative sociale et écologique), Jean-Jacques Boislaroussie, les Alternatifs, Jean-Michel Drevon, militant syndical et associatif, Jacqueline Fraysse, députée, Razmig Keucheyan, sociologue, Stéphane Lavignotte, militant écologiste, Myriam Martin, militante de la Gauche anticapitaliste, courant unitaire pour l'écocapitalisme, ancienne porte-parole du NPA.



- FAQUIER -

Sarko 007. « Il doit y avoir une présomption de légitime défense car dans un État de droit, on ne peut pas mettre sur le même plan un policier dans l'exercice de ses fonctions et le délinquant dans l'exercice de ses fonctions à lui. » C'est ce qu'a déclaré Sarkozy, qui, promis juré, ne se met pas du tout au niveau du FN, après qu'un policier a tiré dans le dos d'un homme qui s'enfuyait. En effet, le 21 avril à Noisy-le-Sec (93), quatre policiers ont poursuivi un homme recherché pour plusieurs vols à main armée, l'un d'entre eux reste dans la voiture. C'est lui qui a tiré à quatre reprises, entraînant la mort de l'homme de 28 ans. Il explique aux enquêteurs que celui-ci le visait avec une arme tout en tenant une grenade dans l'autre main. Mais un témoignage contredit ses déclarations, faisant état d'une course poursuite au cours de laquelle le policier aurait tiré dans le dos du « fugitif ». Le rapport d'autopsie confirme que la victime a été « mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontale dans son dos ». Le flic est donc poursuivi – fait extrêmement rare – pour homicide volontaire. Sarko-qui-ne-court-pas-après-le-FN a donc pris fait et cause pour le policier. Bizarrement, on trouve dans le programme du FN la proposition suivante : « mise en place d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre concernant l'exercice de leurs fonctions sur le modèle de la gendarmerie nationale ». Le NPA est aux côtés des différents comités Vérité et Justice qui se battent contre les bavures policières

qui ont entraîné la mort de, entre autres, Ali Ziri, Lamine Dieng, Abdelhakim Ajimi... Question de justice.

Sarko et la Libye. Décidément, Nicolas Sarkozy commence à avoir du mal à traîner ses casseroles. Après la publication par *Mediapart* d'une note qui prouverait que Kadhafi lui aurait donné 50 millions pour mener la campagne présidentielle en 2007, c'est maintenant les *Inrocks* qui révèlent que la libération des infirmières bulgares ne devraient rien à Cécilia. Pourtant, on y a cru, la fable était bien jolie. Eh bien non, en fait ce ne serait pas le sourire de celle qui ne voulait qu'une chose : quitter son nouveau président de mari, mais une contrepartie bien plus alléchante, une centrale nucléaire et des armes. Sans compter le droit d'installer sa tente à Paris. D'après l'hebdomadaire, Bernard Kouchner, qui n'a hésité devant aucune couleuvre, aurait signé l'accord.

Sarko et la presse. Le 29 avril, on a pu entendre Sarkozy déclarer qu'il allait porter plainte contre *Mediapart* concernant l'accusation de financement de sa campagne par Kadhafi. Après tout pourquoi pas ? Edwy Plenel n'a-t-il pas lui-même déclaré qu'il était prêt à défendre le dossier en justice ? Mais le 1^{er} mai, on apprend que si Sarkozy a bien porté plainte, il ne l'a pas fait selon les textes qui régissent le droit de la presse, qui protègent entre autres, le secret des sources, et « aurait exigé un débat public devant le tribunal correctionnel ainsi que la

production des preuves et des témoins, ce que, manifestement, M. Nicolas Sarkozy ne veut pas », selon un communiqué de la rédaction de *Mediapart*. « Il a préféré, avec le concours du procureur de la République, placé sous son autorité, faire le choix d'une procédure secrète, à l'abri, qui vise à intimider les journalistes dans l'exercice de leur mission constitutionnelle d'information du public. » Il a en effet choisi une plainte visant des faits de faux et usage de faux, recel et diffusion de fausses nouvelles. Plus que quelques jours à patienter, en espérant que toutes ces « affaires » seront vraiment jugées. En attendant, nous sommes évidemment solidaires de *Mediapart*.

Démocratie à dose homéopathique. Depuis le 1^{er} avril, l'Initiative citoyenne européenne (ICE) est entrée en vigueur. L'ICE est censée permettre, à certaines conditions, à unE citoyenNE d'obliger la Commission européenne à examiner une proposition de loi. Il aura fallu deux années pour que cette mesure issue du traité de Lisbonne puisse être mise en œuvre, mais pour ceux qui sont tentés, les obstacles sont nombreux. Le premier d'entre eux est que la Commission européenne a un droit de regard sur les demandes qui ne doivent être « ni abusive, ni fantaisiste, ni vexatoire ». Des critères plutôt flous lui donnant toute latitude pour rejeter la demande. Par ailleurs, la demande doit être déposée par sept citoyens européens de pays différents. Ensuite, si celle-ci

est acceptée, encore faudra-t-il réunir les signatures d'un million de personnes en une année, en provenance d'au moins sept États, avec un nombre minimal pour chacun d'entre eux. Des demandes ont déjà été déposées, notamment pour faire de l'eau un bien commun. Mais on peut d'ores et déjà parier que cette dose homéopathique de démocratie participative aura bien du mal à lutter contre les promesses de profits pour les multinationales.

Ne pas oublier Brahim.

Quelque 300 personnes ont assisté ce matin du 1^{er} Mai au rassemblement en mémoire de Brahim Bouarram, assassiné le 1^{er} Mai 1995, par des militants qui venaient du défilé du FN. En présence de Jean-Luc Mélenchon, d'Eva Joly, du fils de Brahim, Saïd, les manifestantEs se sont rassemblés derrière une banderole « Pour que la mémoire de Brahim Bouarram et de toutes les victimes des crimes racistes reste vivante », et ont jeté des fleurs dans la Seine au niveau du pont du Carrousel à l'endroit où Brahim avait été précipité dans le fleuve. Au moment où la droite court après une extrême droite à son plus haut niveau, il est d'autant plus urgent de ne pas oublier.

Un premier mai massif à Angers.

Pas moins de 6000 AngevinEs ont manifesté à l'appel des syndicats et partis de gauche mardi 1^{er} Mai (4000 à Angers, 1000 à Cholet, 500 à Saumur et 650 à Pouancé dans le Segréen). C'est une mobilisation exceptionnelle en réponse aux attaques haineuses et à l'in vraisemblable tentative de récupération de cette journée internationale de lutte et de solidarité des travailleurs par le candidat-président des riches, Sarkozy. C'est dans le Segréen, à Pouancé, en soutien aux 214 salariés de l'entreprise Sotira 49 dont l'activité devrait cesser le 31 décembre, que la mobilisation a été la plus massive. Il est vrai que des salariéEs d'autres sites du groupe Sora composites étaient venus de Mayenne et d'Ille-et-Vilaine et que l'avenir de Pouancé est fortement engagé. Mais 650 personnes pour un bourg de 3 100 habitants, cela fait un sur cinq ! À Angers, aux cris de « Assez, assez à ceux qui veulent casser notre entreprise et nos acquis sociaux », ce sont les salariés menacés de Thomson- « Technicolère » qui ont

ouvert un cortège comme il n'en a pas été vu depuis longtemps un 1^{er} Mai : plus de 4000 manifestantEs en cortège dans le centre-ville (dont des fortes délégations de la CGT et de Solidaires) ! La banderole unitaire rappelait un des objectifs du 1^{er} Mai à sa création en 1889 par l'Internationale ouvrière : la « solidarité internationale » et y ajoutait « la démocratie et le progrès social ». Défilé contre les mesures d'austérité, le 1^{er} Mai angevin a évidemment eu une forte connotation politique anti-sarkozyste à cinq jours du second tour de la présidentielle. Des militants politiques PS, FdG (avec un cortège de près de 400 personnes), NPA, LO, EÉLV etc. ont d'ailleurs défilé en fin de cortège. À Cholet, avec un millier de personnes, le cortège fut lui aussi nettement plus massif que la moyenne. Les 500 manifestantEs de Saumur ont également fait oublier bien des 1^{er} Mai médiocres ! La présence parmi eux du PS, du FdG, du NPA et d'EÉLV était notable.

Enfants privés d'école.

En Seine-et-Marne, à Rubelle, le maire refuse depuis plusieurs mois d'inscrire à l'école les enfants de familles réfugiées et logées en hébergement d'urgence. Ils sont une vingtaine, âgés de 3 à 11 ans, à tourner en rond dans les chambres exiguës des hôtels, privés d'école. Cette situation dure depuis plusieurs mois et même, pour certains d'entre eux, depuis la rentrée de septembre 2011. Les familles, d'origines tchétchène, sri-lankaise, ingouche..., ont pourtant multiplié les démarches pour scolariser leurs enfants. On les a renvoyées comme des balles de ping-pong de la mairie de Rubelles à l'inspection académique de Seine-et-Marne, en passant par la mairie de Melun, pour revenir à la mairie de Rubelles. Pourtant, l'école est un droit pour tous les enfants, l'inspection académique affirme qu'il reste des places dans les écoles maternelles et primaires et a enjoint les directeurs d'école à accueillir les enfants. Cela n'a pas perturbé le maire, qui a pris un arrêté municipal pour les en empêcher et a donné ordre au gardien de leur interdire l'entrée ! Un rassemblement devait se tenir le 3 mai au matin devant l'école.

1^{er} MAI Le NPA



Mardi 1^{er} Mai, les syndicats revendiquent 250 000 manifestantEs à Paris. Ici, le cortège du NPA. (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/PATRICE LECLERC)

“ NO COMMENT ”

Nous nous considérons comme les héritiers de ceux qui ont lutté pour le droit syndical, pour le droit de grève.

NICOLAS SARKOZY LE 1^{er} MAI

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®